

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/011611]

11 FEVRIER 2021. — Règlement organique des Hautes Écoles organisées par la Communauté française

Le Conseil WBE,

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, notamment, l'article 2, §1^{er}, alinéa 3 et 4 et les articles 9 et 11, §2, alinéa 1^{er}, et le §3, 3^o ;

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles ;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et aux emplois des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment les articles 7 à 8, 10 et 13 ;

Vu le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment les articles 30, 31, 32, 34bis ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment le titre II ;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ;

Vu le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Écoles, des Écoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment les articles 79, §2, 96, 117, 119, 131, 134, 135 et 138 ;

Vu le décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles, et notamment l'article 31 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social, des Conseils de catégorie et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Écoles organisées par la Communauté française tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Écoles organisées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Écoles organisées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 août 2019 relatif à la charte de l'administrateur de Wallonie Bruxelles Enseignement (WBE) et aux indemnités octroyées ;

Vu le règlement du Conseil WBE du 16 juillet 2020 relatif à l'organisation des élections et au processus de désignation des directeurs et du Directeur-Président des Hautes Ecoles organisées par WBE ;

Vu la décision du Conseil WBE du 17 septembre 2020 relatif à la Charte relative à la communication lors des processus électoraux au sein des Hautes Écoles organisées par la Communauté française ;

Vu le protocole de concertation du 13 janvier 2021 avec les organisations syndicales ;

Vu l'avis des Commissaires du Gouvernement du 4 février 2021 ;

Considérant que le Conseil WBE doit veiller à ce que progressivement chacune des compétences de pouvoir organisateur soit transmise, au sein de WBE, au niveau le plus efficient ;

Considérant que le Conseil d'administration des Hautes Écoles, notamment en tant qu'autorité académique, exerce des compétences relevant du pouvoir organisateur ;

Vu la délibération du Conseil WBE du 11 février 2021,

Décide :

CHAPITRE I^{er}. — *Du champ d'application et dispositions générales*

Section première. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le masculin est utilisé à titre épécène.

Art. 2. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1^o « adresse de courrier électronique institutionnelle » : l'adresse de courrier électronique mise à disposition par la Haute École à chaque membre de son personnel ;

2^o « cursus » : ensemble cohérent d'un ou plusieurs cycles d'études constituant une formation initiale déterminée ;

3^o « décret du 25 juillet 1996 » : décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

4^o « décret du 12 mai 2004 » : décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ;

5^o « décret du 20 juin 2008 » : décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Écoles, des Écoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

6^o « décret du 7 novembre 2013 » : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

7^o « décret du 21 février 2019 » : décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles ;

8^o « département » : entité regroupant au sein d'une haute école certaines activités d'enseignement supérieur, par domaines d'études ou trans domaines ;

9^o « domaine d'études » : branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus ;

10^o « jour franc » : délai qui se compte à partir du lendemain de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la notification justifiant le délai et le jour de l'échéance n'est pas compté dans le délai ;

11° « règlement du Conseil WBE du 16 juillet 2020 » : règlement du Conseil WBE du 16 juillet 2020 relatif à l'organisation des élections et au processus de désignation des directeurs et du Directeur-Président des Hautes Écoles organisées par WBE ;

12° « secteur » : ensemble regroupant plusieurs domaines d'études.

Art. 3. Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux Hautes Écoles organisées par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Des autorités, des organes de gestion, des organes consultatifs et des fonctions spécifiques de la Haute École*

Art. 4. §1^{er}. Les autorités de la Haute École sont :

- 1° Le Pouvoir organisateur ;
- 2° Le Conseil d'administration ;
- 3° Le Directeur-Président ;
- 4° Le Collège de direction ;
- 5° Les Directeurs ;
- 6° Les Directeurs adjoints.

§2. Les organes de gestion sont :

- 1° Le Conseil d'administration ;
- 2° Le Collège de Direction ;
- 3° La Commission du patrimoine.

§3. Les organes consultatifs sont

- 1° Le Conseil pédagogique ;
- 2° Les Conseils de départements ;
- 3° Le Conseil social.

§4. Les organes de concertation sociale sont :

- 1° Les comités de concertations de base.

§5. La fonction spécifique est :

- 1° Les Directeurs d'administration.

§6. Les chargés de missions spécifiques sont :

Les Coordonnateurs.

Section 1. — Du Conseil d'administration

Art. 5. §1^{er}. Le Conseil d'administration :

- 1° fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au pouvoir organisateur pour approbation ;
- 2° prend toutes les mesures susceptibles :
 - a. de contribuer au bon fonctionnement, à la bonne gestion et au développement de la Haute École ;
 - b. de réaliser les objectifs que poursuit la Haute École ;
- 3° propose au pouvoir organisateur le projet pédagogique, social et culturel de la Haute École après avis du Conseil pédagogique et du Conseil des étudiants ;
- 4° propose au pouvoir organisateur la composition du Collège de Direction ;
- 5° propose au pouvoir organisateur la création des départements et l'organisation en secteurs après avis du Conseil pédagogique et des conseils de départements concernés ;
- 6° propose au Pouvoir organisateur, le nombre de membres du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département après avis de l'instance concernée ;
- 7° propose au pouvoir organisateur l'organisation de l'enseignement en sections, orientations, options et unités d'enseignement, après avis des Conseils de département et du Conseil pédagogique ;
- 8° propose au pouvoir organisateur toute demande d'ouverture, de création de nouvelles, de suspension ou de retrait d'habilitations, après avis des Conseils de département et du Conseil pédagogique ;
- 9° approuve, après avis du Conseil pédagogique, les conventions entre la Haute École et un ou plusieurs partenaire(s) académique(s) ;
- 10° propose au pouvoir organisateur, après avis du Conseil pédagogique, le règlement des études et ses modifications ultérieures éventuelles, ainsi que les frais d'études, sur avis de la Commission ad hoc ;
- 11° propose au pouvoir organisateur les propositions budgétaires dont notamment :
 - a. sur proposition du Collège de direction, la répartition de l'allocation annuelle globale attribuée à la Haute École, le budget ;
 - b. sur proposition du Conseil social, le budget social ;
 - c. sur proposition du gestionnaire du patrimoine, le budget du patrimoine de la Haute École ;
- 12° propose au pouvoir organisateur le cadre du personnel de la Haute École et la répartition des emplois entre les départements et les services, sur proposition du Collège de direction après avis des comités de concertation de base ;
- 13° fixe les profils d'enseignement, sur proposition du Collège de direction et après avis du Conseils de département concernés ; lorsqu'un profil est commun à plusieurs départements les Conseils de départements concernés sont consultés ;
- 14° propose au pouvoir organisateur, sur proposition du Collège de direction et après avis des Conseils de département et des Comités de concertation de base, les emplois vacants, les nominations, les promotions et les mises en disponibilité des membres du personnel ;

15° propose au pouvoir organisateur les recrutements des membres du personnel, sur proposition du Collège de direction et après avis des Conseils de département ;

16° fixe, sur proposition du Collège de direction et après avis des Conseils de département, les attributions des membres du personnel enseignant de la Haute École ;

17° fixe, sur proposition du Collège de direction et après avis des Conseils de département concernés, l'horaire des cours et des évaluations ;

18° arrête la liste des professeurs invités sur proposition du Collège de direction, après avis des Conseils de département ;

19° désigne annuellement, sur proposition du Collège de direction, les coordonnateurs et leur charge de mission ;

20° désigne un remplaçant faisant fonction en cas d'absence de longue durée du Directeur-Président, sur proposition du Collège de direction et jusqu'au retour du titulaire ;

21° dans le respect du cadre approuvé par le pouvoir organisateur, fixe le nombre ainsi que les missions spécifiques des directeurs d'administration et des directeurs adjoints ;

22° propose au pouvoir organisateur, après avis des comités de concertation de base, la désignation des directeurs d'administration et des directeurs adjoints ;

23° exerce toutes autres attributions octroyées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci.

§2. Le Conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs, dans les matières qu'il précise, au Collège de direction.

Il peut rapporter ou modifier les décisions d'urgence prises par le Collège de direction sans préjudice toutefois de l'exécution matérielle qui leur aurait été donnée.

Art. 6. Le secrétariat du Conseil d'administration est assumé par un membre du personnel administratif exerçant une fonction de niveau 1 ou 2+ en charge de la gestion administrative ou juridique de la Haute École ou, à défaut, d'un membre du personnel de niveau 1.

Le membre du personnel exerçant le secrétariat est désigné par le Directeur-Président.

Le secrétaire du Conseil d'administration assiste aux réunions avec voix consultative.

Le secrétaire du Conseil d'administration est notamment chargé :

1° de l'archivage des procès-verbaux des séances du Conseil d'administration ;

2° de l'authentification et de la communication de toutes pièces, conformément aux décisions du Conseil d'administration.

Art. 7. Le Conseil d'administration se réunit au moins huit fois par année.

Il peut se réunir en outre à l'initiative du Directeur-Président ou à la demande écrite ou électronique d'un tiers de ses membres au moins.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit ou par voie électronique au moins huit jours francs avant la réunion. Le pouvoir organisateur reçoit une copie de la convocation.

Les convocations signées par le Directeur-Président précisent l'ordre du jour de la séance et indiquent le lieu où les documents relatifs aux points mis à l'ordre du jour peuvent être consultés dès réception de celles-ci.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite ou électronique :

1° du Collège de Direction ;

2° d'un organe consultatif ;

3° d'un tiers au moins des membres du Conseil d'administration ;

4° du pouvoir organisateur ;

5° du Commissaire du Gouvernement.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

Art. 8. §1^{er}. Le Conseil d'administration est composé conformément à l'article 30 du décret du 21 février 2019.

§2. Le Conseil d'administration est présidé par le Directeur-Président ; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-directeur-président ou, à défaut de ce dernier, par le Directeur ayant le plus d'ancienneté de service.

§3. Tout membre du Conseil d'administration qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Le représentant élu qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé par le candidat non élu ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection.

S'il n'existe plus de réserve de candidat sur la liste des candidats qui se sont présentés et qui n'ont pas été élus, la Haute École procède à une nouvelle élection.

§4. Chaque membre du Conseil d'administration s'engage à respecter la Charte de l'administrateur qui définit les engagements qui doivent être respectés dans l'exercice de son mandat.

Il la signe lors de son installation. Son élection ne sort ses effets qu'à la date de cette signature.

Le Conseil WBE arrête la Charte de l'administrateur. Elle est annexée au présent règlement.

Art. 9. Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Les procurations sont interdites.

Si le Conseil d'administration ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

Art. 10. §1^{er}. Toute décision du Conseil d'administration doit être le résultat d'un vote et est motivée.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération.

Si une telle majorité n'est pas atteinte après trois votes, répartis sur deux séances au moins, le Directeur-Président prend les mesures provisoires nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, et soumet le point au pouvoir organisateur qui prend la décision.

Cette même procédure est appliquée si la légalité de la décision prise est mise en doute par le Directeur-Président.

§2. Les décisions du Conseil d'administration sont, selon les cas, rendues publiques ou notifiées aux personnes concernées dans un délai de 15 jours calendriers.

Elles sont transmises dans ce délai au pouvoir organisateur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut cependant décider, à la majorité des deux tiers des membres qui ont participé à la décision de la garder temporairement secrète.

§3. Dans les dix jours calendriers qui suivent la publication ou la notification d'une décision, toute personne qui s'estime lésée par celle-ci peut introduire un recours auprès du pouvoir organisateur par la voie hiérarchique.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut annuler toute décision qu'il juge contraire aux lois, décrets, arrêtés et dispositions réglementaires, à l'intérêt général du pouvoir organisateur ou de l'établissement.

L'annulation par le pouvoir organisateur d'une décision prise par le Conseil d'administration doit intervenir dans un délai de 30 jours calendriers à partir de la date à laquelle il a reçu la décision litigieuse ou, en cas de recours visé à l'alinéa 1^{er}, dans les 30 jours calendriers à partir de la date à laquelle il a reçu le recours.

Passé ce délai, la décision prise est définitive.

La décision du pouvoir organisateur est motivée et est notifiée au Conseil d'administration via le Directeur-président.

Section 2 — Du Directeur-Président

Art. 11. Le Directeur-Président est le chef d'établissement. Il en assure la direction stratégique et opérationnelle.

Il a, entre autres, les compétences suivantes :

1° Il veille à la mise en œuvre des objectifs du plan stratégique et du projet pédagogique, social et culturel de la Haute École ;

2° Il favorise une réflexion stratégique et prospective sur le devenir de la Haute École ;

3° Il veille à la bonne organisation des organes de gestion, d'avis et de concertation sociale interne à la Haute École ;

4° Il est le président du Conseil d'administration, du Collège de direction, du Conseil pédagogique et du Conseil social, en convoque les réunions, fixe les ordres du jour, veille à l'examen préalable des points ;

5° Il représente la Haute École à l'extérieur ;

6° Il joue un rôle d'interface entre le pouvoir organisateur et l'ensemble des membres du personnel et étudiants de la Haute École ;

7° Il est le supérieur hiérarchique des Directeurs et des services placés sous son autorité et en assure la coordination et l'unité de gestion ;

8° Il inscrit les étudiants au rôle ;

9° Il signe les diplômes et certificats ;

10° Il est l'ordonnateur des dépenses de la Haute École ;

11° Il prend, si possible après s'être concerté avec les membres du Collège de direction, toute mesure urgente qui ne peut pas attendre la réunion suivante du Collège de direction et lui en fait rapport.

Section 4. — Du Collège de direction

Art. 12. Le Collège de direction a, entre autres, les compétences suivantes :

1° il fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au pouvoir organisateur ;

2° il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration et du pouvoir organisateur ;

3° il assure la gestion courante ;

4° il représente l'ensemble des domaines d'études de la Haute École ;

5° il prend des mesures en vue de garantir la sécurité des personnes et des biens ;

6° il propose au pouvoir organisateur la désignation en son sein d'un Vice-Directeur-Président ;

7° il propose au Conseil d'administration les propositions budgétaires et la proposition de répartition de l'allocation annuelle globale attribuée à la Haute École ;

8° il propose au Conseil d'administration, après avis du(des) Conseil(s) de département concerné(s) et, pour les points qui les concernent, des comités de concertation de base :

a. la fixation du cadre du personnel de la Haute École et la répartition des emplois entre les départements ;

b. les attributions des membres du personnel de la Haute École ainsi que l'horaire des cours et des évaluations ;

c. la fixation des profils d'enseignement ;

d. les recrutements, les emplois vacants, les nominations, les promotions et les mises en disponibilité des membres du personnel ;

e. le choix des coordonnateurs ;

f. le choix des professeurs invités ;

9° il prononce les sanctions disciplinaires relatives aux étudiants ;

10° il présente au Conseil d'administration les informations relatives aux refus d'inscription et à la réussite des étudiants ;

11° il prend toutes les mesures urgentes de la compétence du Conseil d'administration et lui en rend compte lors de sa prochaine réunion ;

12° il peut rapporter ou modifier les décisions d'urgence prises par le Directeur-Président sans préjudice toutefois de l'exécution matérielle qui leur aurait été donnée ;

13° il exerce toutes autres attributions octroyées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci.

Art. 13. Le secrétariat du Collège de direction est assuré par le secrétaire du Conseil d'administration.

Art. 14. Le Collège de direction est une instance collégiale. Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parités celle du Directeur-Président est prépondérante.

Les décisions du Collège de Direction sont, selon les cas, rendues publiques ou notifiées aux personnes concernées dans un délai de 15 jours calendriers.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans des circonstances exceptionnelles, le Collège de Direction peut cependant décider, à la majorité des deux tiers des membres qui ont participé à la décision de la garder temporairement secrète.

Section 5. — Des directeurs

Art. 15. Un Directeur est chargé, sous l'autorité du Directeur-Président, de la gestion des enseignements et/ou de missions transversales.

Il a, entre autres, dans le cadre de son profil de fonction et de sa lettre de mission les compétences suivantes :

1° Il participe à la mise en œuvre des objectifs et du projet pédagogique, social et culturel ;

2° Il participe à la réflexion stratégique et prospective sur le devenir de la Haute École ;

3° Il veille à la bonne organisation des organes d'avis et de concertation sociale interne à la Haute École qui relève de ses compétences ;

4° Il est le président du ou des conseil(s) de département qui relève de ses compétences, en convoque les réunions, fixe les ordres du jour, veille à l'examen préalable des points ;

5° Il instruit les dossiers qui relèvent de ses compétences ;

6° Il assiste le Directeur-Président dans la représentation de la Haute École à l'extérieur ;

7° Il joue un rôle d'interface entre les membres du personnel et étudiants de la Haute École qui relèvent de sa compétence et le Collège de direction ;

8° Il est le supérieur hiérarchique direct du personnel qui relève de ses compétences ;

9° Il exerce toute compétence qui lui aurait été déléguée.

Section 6. — Des Directeurs d'administration

Art. 16. Un directeur d'administration assure des missions spécifiques qui lui sont confiées par le conseil d'administration après avis des comités de concertation de base.

Section 7. — Des Directeurs adjoints

Art. 17. Un directeur adjoint peut être chargé de la gestion pédagogique et/ou administrative d'un site, de la coordination pédagogique d'un ou plusieurs cursus, ou de tâches transversales à vocation pédagogique.

Il travaille sous l'autorité hiérarchique d'un directeur ou du directeur président, et les membres du personnel qui travaillent avec lui sont, dans le cadre de l'exercice de sa fonction, sous son autorité fonctionnelle.

Section 8. — Des Coordonnateurs

Art. 18. Un coordonnateur a pour mission la coordination pédagogique d'un ou plusieurs cursus, d'un domaine d'études ou d'un secteur ou la coordination d'un ou plusieurs services.

Il travaille sous l'autorité du Directeur-Président, d'un directeur ou d'un directeur adjoint.

Le coordonnateur est désigné annuellement par le Conseil d'Administration, sur proposition du Collège de direction et après avis du ou des Conseil(s) de département concerné(s) s'il échet.

Lorsqu'un coordonnateur décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat, il est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Section 9 — Du Conseil pédagogique

Art. 19. Le Conseil pédagogique a les compétences suivantes :

1° il fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au Conseil d'administration pour approbation ;

2° il fait au Conseil d'administration et au Collège de direction toute proposition relative aux étudiants, aux examens, aux personnels et, en général, à l'organisation pédagogique de la Haute École ;

3° il est consulté par le Conseil d'administration ou le Collège de direction chaque fois que les besoins de l'enseignement et les intérêts de la Haute École l'exigent ainsi que toute question concernant l'utilisation des moyens pédagogiques ;

4° il exerce toutes autres attributions octroyées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci.

Art. 20. §1^{er}. Le Conseil pédagogique est composé d'au moins dix-huit membres avec voix délibératives dont :

1° le président du Conseil pédagogique ;

2° de représentants des membres du personnel élus conformément au Chapitre IV à concurrence d'un tiers des membres du Conseil pédagogique à raison d'un membre minimum par secteur organisé de la Haute École ;

3° de représentants étudiants désignés par le conseil étudiant à concurrence d'un tiers des membres du Conseil pédagogique à raison d'un étudiant minimum par secteur organisé au sein de la Haute École ;

4° de représentants désignés par le pouvoir organisateur. Ce dernier peut décider de diminuer le nombre de ses représentants au bénéfice des représentants des membres du personnel élus visés au 2°.

§2. Le Conseil pédagogique est présidé par le Directeur-Président ; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-directeur-président ou, à défaut de ce dernier, par un des Directeurs.

Hormis le membre qui préside le Conseil pédagogique, les membres du Collège de direction assistent avec voix consultative aux réunions du Conseil pédagogique.

§3. Le mandat des membres représentant le personnel est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an, celui des membres désignés par le pouvoir organisateur est déterminé par ce dernier. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Le représentant élu qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé par le candidat non élu ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection. S'il n'existe plus de réserve de candidat sur la liste des candidats qui se sont présentés et qui n'ont pas été élus :

- lorsqu'un mandat en cours prend fin avant la dernière année de l'exercice du mandat, la Haute École procède à une nouvelle élection ;

- lorsque le mandat en cours prend fin dans la dernière année de l'exercice du mandat, le Collège de direction propose au pouvoir organisateur un remplaçant.

Art. 21. Le secrétariat du Conseil pédagogique est assumé par un membre du personnel administratif exerçant une fonction de niveau 1 ou 2+ en charge de de la gestion administrative ou juridique de la Haute Ecole ou, à défaut, d'un membre du personnel de niveau 1.

Le membre du personnel exerçant le secrétariat est désigné par le Directeur-Président.

Art. 22. Le Conseil pédagogique se réunit au moins deux fois par année. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président ou à la demande écrite ou électronique d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite ou électronique d'un tiers au moins des membres du Conseil pédagogique.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit ou par voie électronique au moins huit jours francs avant la réunion. Les convocations signées par le président précisent l'ordre du jour de la séance et indiquent le lieu où les documents relatifs aux points mis à l'ordre du jour peuvent être consultés dès réception de celles-ci.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

Art. 23. Le Conseil pédagogique ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si le Conseil pédagogique ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

Art. 24. Tout avis ou toute décision du Conseil pédagogique fait l'objet d'un vote.

Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération.

Si une telle majorité ne peut être atteinte après trois votes pour une décision, l'affaire est soumise au Conseil d'administration.

Art. 25. Les décisions et avis du Conseil pédagogique sont, selon les cas, rendus publics ou notifiés aux personnes concernées s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

Section 10. — Du Conseil social

Art. 26. Le Conseil social :

1° fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au Conseil d'administration pour approbation. Ce règlement reprend notamment en annexe les critères d'octroi des aides directes aux étudiants ;

2° donne au Conseil d'administration, au Collège de Direction ou au Conseil pédagogique, des avis d'initiative ou sur demande sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants et à la gestion du service social ;

3° désigne une ou plusieurs personnes de références pour traiter les demandes d'intervention introduites par les étudiants ;

4° propose au Conseil d'administration le budget social ;

5° a compétence pour utiliser les crédits sociaux dans les limites du budget social approuvé par le Conseil d'administration et dans le respect des règles sur la comptabilité de l'État et des dispositions relatives à l'usage des subsides sociaux ;

6° communique son rapport et ses comptes annuels au Conseil d'administration ;

7° désigne les représentants du Conseil social au sein du ou des Conseil(s) social(aux) inter-établissements.

Art. 27. § 1^{er}. Le Conseil social est composé de douze membres au moins.

Un quart des membres représente le personnel à raison d'un membre minimum par secteur organisé. Ils sont élus en application des articles 38 à 49.

Une moitié des membres représente les étudiants. Ils sont désignés par le Conseil des étudiants. Ce dernier veille, dans la mesure du possible, à la représentation de chaque secteur.

Un quart des membres, dont le Directeur-Président, est désigné par le pouvoir organisateur sur proposition du Collège de direction.

Le mandat des membres représentant le personnel et des membres désignés par le pouvoir organisateur est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Le représentant élu qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé par le candidat non élu ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection. S'il n'existe plus de réserve de candidat sur la liste des candidats qui se sont présentés et qui n'ont pas été élus :

- lorsqu'un mandat en cours prend fin avant la dernière année de l'exercice du mandat, la Haute École procède à une nouvelle élection ;

- lorsque le mandat en cours prend fin dans la dernière année de l'exercice du mandat, le Collège de direction propose au pouvoir organisateur un remplaçant.

§ 2. Le Conseil social est présidé par le Directeur-Président ou, en son absence, par le membre que celui-ci désigne.

§ 3. Les membres du personnel mis-à-disposition du Conseil social sont associés aux travaux de ce Conseil avec voix consultative conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur du Conseil social.

§ 4. Le secrétariat du Conseil social est assumé par un membre du personnel administratif exerçant une fonction de niveau 1 ou 2+ en charge de la gestion administrative ou juridique de la Haute École ou, à défaut, d'un membre du personnel de niveau 1.

Le membre du personnel exerçant le secrétariat est désigné par le Directeur-Président.

Art. 28. §1^{er}. Le Conseil social se réunit au moins quatre fois par année.

Il peut se réunir en outre à :

1° l'initiative de son président ;

2° la demande écrite ou électronique d'un tiers de ses membres au moins ;

3° la demande du Conseil d'administration ;

4° la demande du Pouvoir organisateur ;

5° la demande du Commissaire du Gouvernement ;

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite ou électronique à l'initiative de son président, du Conseil d'administration, du Collège de Direction, d'un tiers au moins des membres du Conseil social, du pouvoir organisateur ou du Commissaire du Gouvernement.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit ou par voie électronique au moins huit jours francs avant la réunion. Les convocations signées par le président précisent l'ordre du jour de la séance.

Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour sauf si au moins deux tiers des membres présents acceptent de le modifier.

Art. 29. Le Conseil social ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si le Conseil social ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

Art. 30. Tout avis ou toute décision du Conseil social fait l'objet d'un vote.

Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en considération.

Si une telle majorité n'est pas atteinte après trois votes, répartis sur deux séances au moins, l'affaire est soumise au Conseil d'administration.

Art. 31. Les décisions et avis du Conseil social sont, selon les cas, rendus publics ou notifiés aux personnes concernées s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

Les décisions et avis du Conseil social peuvent être consultés au secrétariat du Conseil social, sauf s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

Section 11. — Des Conseils de département

Art. 32. Un Conseil de département a les compétences suivantes :

1° il fixe son règlement d'ordre intérieur et le communique au Conseil d'administration pour approbation.

2° il remet un avis, soit de sa propre initiative soit à la demande du Conseil d'administration, du Collège de Direction, du Conseil pédagogique ou du Conseil social, sur :

a. l'élaboration ou la modification des programmes d'études ;

b. toute demande de création, d'ouverture, de suspension ou de retrait d'un nouveau cursus ;

c. la fixation des attributions des membres du personnel ainsi que l'horaire des cours et des examens ;

d. le recrutement, la nomination ou la mise en disponibilité des membres du personnel ;

e. la désignation des professeurs invités ;

3° il remet un avis au Collège de Direction sur les sanctions disciplinaires à prononcer à charge des étudiants ;

4° il exerce toutes autres attributions octroyées par une loi, un décret, un arrêté ou toute disposition réglementaire prise en vertu de ceux-ci.

Art. 33. § 1^{er}. Chaque Conseil de département est composé de dix membres au moins.

Deux membres, dont le président, sont choisis par le Collège de Direction.

Un cinquième des membres représente les étudiants. Ils sont choisis par le Conseil des étudiants.

Les autres membres représentent le personnel. Ils sont élus en application des dispositions du Chapitre IV.

Le mandat des membres représentant le personnel et des membres choisis par le Collège de direction est de cinq ans, celui des membres représentant les étudiants est d'un an. Ces mandats sont renouvelables.

Tout membre qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Le représentant élu qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat est remplacé par le candidat non élu ayant obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection. S'il n'existe plus de réserve de candidat sur la liste des candidats qui se sont présentés et qui n'ont pas été élus :

- lorsqu'un mandat en cours prend fin avant la dernière année de l'exercice du mandat, la Haute École procède à une nouvelle élection ;

- lorsque le mandat en cours prend fin dans la dernière année de l'exercice du mandat, le Collège de direction propose au pouvoir organisateur un remplaçant.

§ 2. Le Conseil de département est présidé par un directeur ou un directeur adjoint choisi par le Collège de direction.

§ 3. Le secrétariat du Conseil de département est assuré par un membre du personnel du département concerné désigné par le Conseil de département. La durée du mandat est fixée dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 34. Chaque Conseil de département se réunit au moins quatre fois par année.

Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président, à la demande du Conseil d'administration, du Collège de Direction ou à la demande écrite ou électronique d'un tiers de ses membres au moins.

Un point est porté à l'ordre du jour à la demande écrite ou électronique d'un cinquième au moins des membres du Conseil de département.

Sauf dans les cas d'urgence dont la convocation fait état, les membres sont convoqués par écrit ou par voie électronique au moins huit jours francs avant la réunion. Les convocations signées par le président précisent l'ordre du jour de la séance.

Art. 35. Le Conseil de département ne délibère valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Si le Conseil de département ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre de membres présents, sur tous les objets inscrits une seconde fois à l'ordre du jour.

Ne participent pas à la délibération, les membres qui ont un intérêt personnel et direct ou dont les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct dans les matières qui font l'objet du vote.

Art. 36. Tout avis ou toute décision du Conseil de département fait l'objet d'un vote.

Les décisions et avis sont pris à la majorité absolue des votes exprimés, les abstentions n'étant pas prises en compte.

Art. 37. Les décisions et avis du Conseil de département sont, selon les cas, rendus publics ou notifiés aux personnes concernées s'il s'agit d'une décision ou d'un avis de portée individuelle.

CHAPITRE III. — *Du commissaire du Gouvernement*

Art. 38. Le commissaire désigné par le Gouvernement auprès de la Haute École peut assister aux réunions du Conseil d'administration, du Collège de direction et du Conseil social. Il a voix consultative.

CHAPITRE IV. — *De la procédure d'élection*

Section première. — Des dispositions préalables aux opérations électorales

Sous-section première. — De la date des élections

Art. 39. Le Conseil d'administration fixe la date des élections à organiser en tenant compte des délais fixés ci-après.

Sous-section 2. — De la Commission électorale

Art. 40. Pour chaque élection, une Commission électorale est constituée.

En cas d'élection simultanée avec une élection d'un ou plusieurs membres du Collège de Direction, une seule commission électorale est constituée. Elle assume les missions prévues dans ce règlement et dans le règlement du 16 août 2020.

La Commission électorale :

- 1° dirige toutes les opérations électorales et veille au bon déroulement et à la régularité de celles-ci ;
- 2° le cas échéant, statue sur les recours ;
- 3° établit, entre autres, le calendrier électoral dans le respect des dispositions légales et du présent règlement ;
- 4° prend toute mesure nécessaire pour la bonne organisation des élections, de manière à garantir la sérénité de la campagne, la liberté des électeurs et le secret des votes ;
- 5° dresse, à l'issue du scrutin, un rapport circonstancié sur le déroulement des élections et le communique au Conseil WBE ;
- 6° transmet les archives liées aux élections au secrétaire du Conseil d'administration de la Haute École qui en assure la conservation pendant au moins 5 ans avant de les transmettre aux Archives de l'État.

Art. 41. §1^{er}. Le Conseil WBE désigne :

- 1° les membres de la Commission électorale. Ses membres sont prioritairement choisis parmi les membres du personnel de la Haute École. La liste des membres prévoit des suppléants ;
- 2° un président parmi les membres de la Commission électorale ;
- 3° les personnes chargées d'assurer le secrétariat de la Commission électorale.

Les personnes désignées par le Conseil WBE ne peuvent être ni candidates, ni conjointes, parents, enfants ou alliées d'un candidat jusqu'au quatrième degré inclus. Elles ne peuvent pas non plus être membres du Conseil d'administration ou du Collège de direction ou exercer une fonction de Directeur Adjoint ou de Directeur d'administration.

§2. Les Comités de concertation de base désignent un observateur qui est invité aux réunions de la commission électorale.

§3. Les personnes chargées d'assister la commission ainsi que l'observateur des comités de concertation de base ne peuvent prendre part aux décisions.

Art. 42. Sans préjudice de l'article 41 §1^{er}, 3°, le Directeur-Président et le Collège de Direction mettent les moyens nécessaires à disposition de la Commission électorale.

Art. 43. Si le Conseil WBE n'en a pas fixé un, la Commission électorale arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 44. La transmission des archives et du rapport visés à l'article 40 entraîne la dissolution de la commission électorale.

Sous-section 3. — De la Charte relative aux règles de communication

Art. 45. Les membres du personnel ainsi que les étudiants sont tenus de respecter la charte relative aux règles de communication arrêtée par le Conseil WBE.

Celle-ci comprend notamment les principes suivants :

- Les membres du personnel sont tenus de faire preuve de respect et courtoisie ;
- Les échanges entre candidats et communication vers les membres du personnel s'abstiennent notamment de tout propos injurieux, calomnieux, diffamatoire ou mensonger ;
- Les candidats respectent les directives formulées par la Commission électorale.

La Charte prévoit aussi les moyens et outils de communication qui peuvent être utilisés pour faire campagne. L'usage de médias publics (réseaux sociaux, journaux, TV, radio, ...) n'est autorisé que dans le cadre prévu dans la charte.

Art. 46. Le non-respect de tout ou partie de la Charte est constaté par la Commission électorale. Elle peut prendre toute mesure qui permet de corriger le non-respect et de rétablir le bon déroulement de la campagne.

Chaque constatation est basée sur un ou plusieurs faits avérés et est transmise immédiatement :

- à l'Administrateur général de WBE qui peut prendre toute mesure nécessaire autre que disciplinaire en ce compris le retrait de candidature de la ou des personnes concernées ;
- à l'autorité disciplinaire pour suite utile éventuelle.

Sous-section 4. — Des listes des électeurs

Art. 47. La Commission électorale arrête la liste des électeurs sur base des informations transmises par le service du personnel de la Haute École pour chaque Conseil, le cas échéant par département et secteur d'enseignement.

La liste est clôturée au plus tard 2 mois calendrier avant les élections.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas visé aux articles 8 §2, 20 §3, 27 §1^{er} et 32 §1^{er}, la liste des électeurs est arrêtée dans le mois calendrier qui suit la fin du mandat. En cas de plusieurs fins de mandats se produisant dans un délai relativement proche, la commission électorale peut faire usage de l'article 70 dernier alinéa.

Art. 48. Ces listes électorales sont rendues publiques au maximum trois jours francs après la clôture des listes notamment par voie d'affichage et sur l'intranet de la Haute École. Elles peuvent être également consultées sur chaque site de la Haute École, à l'endroit indiqué par la Commission électorale.

Art. 49. § 1^{er}. Sont électeurs au Conseil d'administration comme représentants du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service dans la Haute École à la date de clôture des listes électorales.

§ 2. Sont électeurs au Conseil d'administration comme représentants du personnel administratif les membres du personnel administratif nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service dans la Haute École à la date de clôture des listes électorales.

§ 3. Sont électeurs au Conseil pédagogique comme représentants du personnel, les membres du personnel enseignant, nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la Haute École ou engagés sous contrat à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

§ 4. Sont électeurs au Conseil social comme représentants du personnel les membres du personnel de la Haute Ecole, qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

§ 5. Sont électeurs au Conseil de département comme représentants du personnel les membres du personnel de la Haute Ecole qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein du département concerné à la date de clôture des listes électorales.

Art. 50. Tout membre du personnel de la Haute École, ainsi que l'Administrateur général de WBE ou son délégué, peut, dans les trois jours francs de cette publication, introduire un recours sur les listes électorales auprès de la Commission électorale.

Tout recours doit être déposé au siège de la commission électorale et être motivé.

La Commission statue dans les six jours francs de la publication des listes.

La décision de la Commission est communiquée notamment au(x) plaignant(s) et au(x) électeur(s) concerné(s). Les corrections éventuelles sont rendues publiques selon les mêmes modalités que celles utilisées pour publier les listes électorales.

Sous-section 5. — Des candidats

Art. 51. § 1^{er}. Sont éligibles au Conseil d'administration comme

1° représentants du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire et qui sont dans la position administrative d'activité de service dans la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

2° représentants du personnel administratif nommés à titre définitif, les membres du personnel administratif nommés à titre définitif, qui sont dans la position administrative d'activité de service dans la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

§ 2. Sont éligibles au Conseil pédagogique comme représentants du personnel, les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

§ 3. Sont éligibles au Conseil social comme représentants du personnel :

1° les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

2° les membres du personnel administratif nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés sous contrat à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

3° les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

§ 4. Sont éligibles au Conseil de département comme représentants du personnel :

1° les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

2° les membres du personnel administratif nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés sous contrat à durée indéterminée par la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

3° les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la Haute Ecole et qui sont dans la position administrative d'activité de service au sein du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

Section 2. — Des opérations électorales

Sous-section première. — De l'appel aux candidats

Art. 52. §1^{er}. L'appel aux candidats reprend obligatoirement :

- 1° Le ou les instances concernées par l'élection ;
- 2° Le nombre de postes à pourvoir et la catégorie de membres du personnel qui peuvent être candidats ;
- 3° Les informations qui doivent figurer dans l'acte de candidature et l'endroit où les modèles de candidatures sont, le cas échéant, disponibles ;
- 4° Le délai et le moyen pour rentrer une candidature ;
- 5° Le lien vers la charte des règles de communications pendant la période électorale ;
- 6° Pour les élections des membres du Conseil d'administration, le lien vers la Charte des administrateurs ;
- 7° Les coordonnées de contact de la Commission électorale.

Art. 53. §1^{er}. L'appel à candidatures est lancé par la commission électorale 10 jours francs après la publication de liste des électeurs.

§2. L'appel à candidatures est publié par affichage et sur son intranet.

L'appel est aussi disponible et consultable en version papier sur chaque site de la Haute École, à l'endroit indiqué par la Commission électorale.

§3. L'Administrateur général de WBE en reçoit une copie.

Art. 54. À défaut de formulaire électronique, les candidatures sont envoyées par mail et par envoi recommandé auprès de la Commission électorale au plus tard quinze jours francs après la publication de l'appel à candidatures.

La candidature peut aussi être déposée contre accusé de réception auprès de la ou des personnes désignées par la Commission électorale. La candidature comprend alors aussi une version électronique du dossier de candidature.

Art. 55. Les candidatures sont affichées au plus tard le deuxième jour qui suit l'expiration du délai prévu pour leur dépôt.

Art. 56. La Commission électorale vérifie les conditions d'éligibilité des différents candidats.

Les candidatures validées sont publiées par la Commission électorale notamment sur l'intranet de la Haute École.

Elles sont aussi disponibles et consultables en version papier sur chaque site de la Haute École, à l'endroit indiqué par la Commission électorale.

Art. 57. Tout membre du personnel de la Haute École ainsi que l'Administrateur général de WBE ou son délégué, peut, dans les trois jours francs de cette publication, introduire un recours sur la publication des candidatures auprès de la Commission électorale.

Tout recours doit être déposé au siège de la commission électorale et être motivé.

La Commission statue dans les six jours francs de la publication des candidatures.

La décision de la Commission est communiquée notamment au(x) plaignant(s) et au(x) candidat(s) concerné(s) et rendue publique selon les mêmes modalités que celles utilisées pour annoncer les candidatures.

Sous-section 2. — Du Bulletin de vote

Art. 58. La présentation des candidats se fait par ordre alphabétique sur base du Nom suivi du Prénom.

Sous-section 3. — De la convocation des électeurs

Art. 59. Les électeurs sont convoqués au moins via leur adresse de courrier électronique institutionnelle, par affichage et via l'intranet de la Haute École.

La convocation précise le bureau de vote auprès duquel l'électeur doit se rendre ou les modalités pour renvoyer son bulletin de vote en cas de vote à distance.

Sous-section 4. — Des modalités de vote

Art. 60. Le scrutin n'est valable que si la majorité des électeurs a pris part au vote.

Si le quorum n'est pas atteint, l'élection est annulée et une seconde élection est réorganisée pour laquelle aucun quorum de participation n'est nécessaire. Le Conseil d'administration peut décider de rouvrir les candidatures.

En cas d'élection à distance, la commission électorale adopte une procédure de vote basée sur l'élection à distance des représentants de la Chambre des représentants

Art. 61. Chaque électeur dispose d'une voix. Le vote par procuration est interdit. Le vote s'exprime pour un candidat.

Art. 62. Le vote est secret.

Art. 63. En cas de vote en présentiel, avant de voter, l'électeur est tenu de présenter une pièce d'identité officielle au Président du Bureau de vote.

Sous-section 5. — Du dépouillement et de la publication des résultats

Art. 64. Le dépouillement des votes est organisé selon les règles édictées par la Commission électorale.

Celles-ci prévoient notamment la publicité du rapport des opérations de dépouillements.

Art. 65. Après avoir constaté la régularité des opérations de vote et de dépouillement, la Commission électorale proclame, le lendemain du scrutin au plus tard, les résultats de l'élection ou déclare, s'il échet, que l'élection est annulée une fois les éventuels recours traités.

Dans les deux cas, elle rend public :

- le nombre d'électeurs ayant pris part au scrutin ;
- le nombre de bulletins valables ;
- le nombre de bulletins blancs ou nuls ;
- le nombre de suffrages obtenus par candidat.

La publicité des résultats est notamment assurée par voie d'affichage, sur l'intranet de la Haute École. Elle peut aussi être envoyée par mail à l'ensemble des membres du personnel.

L'Administrateur général de WBE reçoit copie des résultats au plus tard le lendemain de la publication de ceux-ci. Il en informe les membres du Conseil WBE.

Art. 66. Tout membre du personnel de la Haute École et tout candidat, ainsi que l'Administrateur général de WBE ou son délégué, peut, dans les trois jours francs de cette publication, introduire un recours relatif au déroulement et/ou au résultat du scrutin auprès de la Commission électorale.

Tout recours doit être déposé au siège de la commission électorale et être motivé.

La Commission statue dans les six jours francs de la publication des résultats.

La décision de la Commission est communiquée notamment aux plaignants. Les corrections éventuelles sont rendues publiques selon les mêmes modalités que celles utilisées pour publier les résultats.

Art. 67. Si aucun recours n'a été introduit, les résultats définitifs sont adressés par le Président de la Commission électorale à l'Administrateur général de WBE ou à son délégué, au plus tard le lendemain qui suit la fin du délai pour introduire un recours.

Si un ou plusieurs recours ont été introduits, les résultats définitifs sont adressés par le Président de la Commission électorale à l'Administrateur général de WBE, ou à son délégué, le lendemain qui suit les décisions de la Commission électorale relatives aux recours.

La Commission électorale communique le rapport visé à l'article 40, 5° dans les trois jours francs qui suivent la transmission des résultats à l'Administrateur général.

Art. 68. Lorsqu'une élection est annulée, un nouveau scrutin a lieu dans le mois qui suit le jour de la proclamation de l'annulation.

Sous-section 6. — De l'entrée en fonction

Art. 69. Les différents représentants élus entrent en fonction le premier jour de l'année académique qui suit les élections.

Par dérogation à l'alinéa précédents, en cas d'élection visée aux articles 8 §2 alinéa 3, 20 §3, 27 §1^{er} et 32 §1^{er}, les différents représentants élus entrent en fonction le lendemain qui suit la fin du délai pour introduire un recours si aucun recours n'a été introduit ou le lendemain qui suit les décisions de la Commission électorale relatives aux recours.

Section 3. — Dispositions diverses

Art. 70. Les délais prévus dans le présent règlement sont suspendus pendant la période de vacances annuelles des membres du personnel enseignant.

Si un délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal ou réglementaire, il est prolongé au jour qui suit.

La Commission électorale peut, dans des cas exceptionnels justifiés auprès de l'Administrateur général de WBE, modifier les dates et délais fixés par le présent règlement.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 71. Dans l'attente de l'adoption de la Charte visée à l'article 45, la Charte approuvée par le Conseil WBE du 17 septembre 2020 est d'application, mutatis mutandis, pour l'application du présent règlement.

Art. 72. Pour la désignation du secrétariat des instances, le maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique est assimilé à un membre du personnel administratif de niveau 1.

Art. 73. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social, des Conseils de catégorie et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Écoles organisées par la Communauté française tel que modifié est abrogé.

Art. 74. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021 à l'exception des dispositions nécessaires au renouvellement des instances qui entrent en vigueur le 11 février 2021.

Bruxelles, le 11 février 2021.

J. NICAISE,
Administrateur général

Annexe – Charte de l'Administrateur d'une Haute École

Je soussigné(e)

NOM

Prénom

administrateur à la Haute École

m'engage, dans le cadre de l'exercice de mon mandat à :

1. Agir en toute circonstance de manière cohérente par rapport aux missions de la Haute École et de son projet pédagogique social et culturel

C'est-à-dire :

- a) À respecter ou faire respecter les différents textes relatifs au fonctionnement de la Haute École et à son projet pédagogique social et culturel. Si un acte illégal est posé, à le dénoncer immédiatement aux commissaires du Gouvernement et au Pouvoir organisateur.
- b) À ce que l'exercice éventuel d'activités ne nuise pas, que ce soit de manière directe ou indirecte, à la bonne exécution des missions de la Haute École.
- c) À maintenir, en toutes circonstances, mes facultés d'analyse, de décision et d'action et à rejeter toute pression, directe ou indirecte, pouvant s'exercer et pouvant émaner d'administrateurs ou de la direction, de créanciers, fournisseurs et en général de tout tiers.
- d) À ne pas rechercher ou accepter de la Haute École, de son pouvoir organisateur ou de toute personne morale liée à celle-ci, directement ou indirectement, des avantages susceptibles d'être considérés comme compromettant mon intégrité et mon jugement.
- e) Si la proposition de décision du Conseil d'administration est de nature à nuire à la Haute École, à exprimer clairement mon opposition et à épuiser tous les moyens pour convaincre le Conseil d'administration de la pertinence de ma position. À cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer une conséquence ultime de mon opposition, il s'indiquera successivement :
 - 1° d'exposer les raisons de mon opposition et les conséquences dommageables pour la Haute École de la proposition de décision du Conseil d'administration ;
 - 2° de demander la remise de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante du Conseil d'administration de manière à permettre une étude de ma position ;
 - 3° de demander d'annexer mon opinion, transmis par écrit, au procès-verbal du Conseil d'administration ;
 - 4° de demander une réunion spéciale du Conseil d'administration pour débattre de ce point. En cas de refus du Président, ce dernier doit le motiver au procès-verbal du Conseil d'administration suivant ;
 - 5° de présenter si nécessaire au Pouvoir organisateur, un rapport spécial sur les raisons qui me font craindre que la décision nuise aux intérêts de WBE.
 - 6° Dans ce cas, l'administrateur doit recevoir une réponse écrite et motivée du Pouvoir organisateur dans le mois de la transmission de son rapport ;
 - 7° de suggérer au Pouvoir organisateur la nomination d'un ou de plusieurs expert(s) chargé(s) de donner son (leur) opinion au Conseil d'administration. Dans ce cas,

l'administrateur doit recevoir une réponse écrite et motivée du Pouvoir organisateur dans le mois de la transmission de son courrier.

En cas de démission, j'informerai le Directeur-Président et le Pouvoir organisateur des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publiques des informations confidentielles.

2. Veiller activement aux intérêts de la Haute École

C'est-à-dire :

- a) À acquérir une connaissance adéquate de la Haute École et de son environnement tant interne qu'externe, ce qui nécessite la connaissance des contraintes juridiques, financières et sociales, notamment, propres à l'environnement de la Haute École et de son statut public. WBE et la Haute École à cet effet mettent à la disposition de l'administrateur les moyens requis pour leur permettre d'actualiser leurs compétences.
- b) À utiliser mon expertise, mes moyens d'actions et mes capacités de jugement pour amener la Haute École à remplir au mieux ses missions de service public prioritairement, mais également, le cas échéant, ses autres missions, de manière durable, responsable et loyale, à condition qu'elles soient utiles ou nécessaires à l'exercice des missions de la Haute École.
- c) À avoir le souci constant de garantir le caractère public et neutre de l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que les spécificités de cet enseignement public dont le libre choix des étudiants.

3. Veiller au fonctionnement efficace des organes internes de la Haute École

C'est-à-dire :

- a) Qu'il appartient au Conseil d'administration, dans le respect des décisions de WBE et du projet pédagogique, social et culturel de la Haute École, sur proposition du Directeur-Président et du Collège de Direction, de définir les missions et valeurs de la Haute École, d'arrêter ses objectifs stratégiques, d'exercer ses responsabilités statutaires en matière de nomination, de proposer et mettre en place les structures permettant la réalisation des objectifs, de veiller à la mise en œuvre du projet pédagogique, social et culturel et au contrôle de la Haute École .
- b) À vérifier que les pouvoirs et responsabilités du Conseil d'administration, du Collège de direction et du Directeur-Président sont clairement établis, et notamment que les pouvoirs de gestion délégués par le Conseil d'Administration sont clairement circonscrits.
- c) À s'assurer que le Conseil d'administration se réunisse à intervalle régulier et reçoive une information suffisante et en temps utile pour pouvoir valablement délibérer notamment lors de décisions stratégiques.
- a) On entend par décisions stratégiques celles qui relèvent notamment du lancement, du développement ou de l'abandon d'activités, ou celles qui emportent un engagement financier significatif ou, le cas échéant, de la création de personnes morales ;
- d) À assister et à participer assidûment aux réunions du Conseil d'administration et, le cas échéant, ou de tout autre organe où il est désigné.
- e) À s'assurer du suivi des décisions du Conseil d'administration.

4. Respecter les intérêts de l'enseignement organisé par la Communauté française et de WBE

C'est-à-dire :

À œuvrer pour que les objectifs du projet pédagogique, social et culturel de la Haute École soient respectés et pour que les intérêts de l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que les intérêts de WBE soient respectés.

5. Tenir compte des attentes légitimes de tous les partenaires de la Haute École (étudiants, membres du personnel, partenaires académiques, fournisseurs et créanciers)

C'est-à-dire :

- a) Sachant que la Haute École et ses différents partenaires ont, au-delà de leurs engagements contractuels, noué des relations de confiance et contracté des obligations morales réciproques, s'il s'indique avant tout de protéger les intérêts de la Haute École, il ne peut être ignoré qu'il est de l'intérêt de la Haute École d'entretenir ces relations et obligations morales réciproques.
- b) À encourager le Conseil d'administration à tenir compte dans ses décisions, dans une optique d'intérêt à long terme de la Haute École, de l'impact de celles-ci sur les étudiants, les membres du personnel, les partenaires académiques de la Haute École, les objectifs de WBE, la collectivité, l'environnement, les relations sociales et des règles de gestion publique.

6. Éviter tout conflit entre les intérêts personnels directs ou indirects d'un des administrateurs et ceux de la Haute École

C'est-à-dire :

- a) À ce que les intérêts de la Haute École, de WBE et de la Communauté française prévalent en toute circonstance sur mes intérêts personnels directs ou indirects.
- b) À informer complètement et dès que j'en ai connaissance le Conseil d'administration et le commissaire du gouvernement de tout conflit d'intérêt avec la Haute École dans laquelle je, ou mes parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, pourrais, directement ou indirectement, être impliqué et à m'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées. Ma déclaration, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé qui existe dans mon chef, doivent figurer dans le procès-verbal du Conseil d'administration ou de l'organe de gestion qui doit prendre la décision.

Le Conseil d'administration concerné décrit, dans le procès-verbal, la nature de la décision ou de l'opération visée à l'alinéa 1er et une justification de la décision qui a été prise ainsi que les conséquences patrimoniales pour la haute École.

- c) À ne pas acheter ou vendre, directement ou indirectement, des actions de sociétés liées à la Haute École, qu'elles soient cotées ou non cotées, sur base d'informations confidentielles que je détiens en raison de ma fonction, lorsque ces informations publiquement divulguées peuvent ou auraient pu avoir une influence significative sur la valeur de ces actions.

7. Éviter un usage incorrect des informations et sanctionner les délits d'initié

C'est-à-dire :

- a) À me conformer strictement aux règles préventives et répressives du délit d'initié qui me sont applicables.
- b) À ne pas faire usage incorrect d'informations que je détiens en raison de ma fonction dans le Conseil d'administration de la Haute École, que j'en retire ou non un avantage personnel que la Haute Ecole ou WBE soit lésé ou non.
- c) À respecter un devoir de réserve.

d) À ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations que je sais fausses ou trompeuses.

8. Développer de manière permanente mes compétences professionnelles

C'est-à-dire :

À développer mes compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise et m'engager à suivre les formations qui me seraient proposées.

9. Adhérer à l'esprit de la présente charte

C'est-à-dire :

- a) À adhérer à la présente charte et à en respecter l'esprit, sachant qu'aucun code ne peut embrasser toutes les situations possibles et que les situations qui ne sont pas explicitement défendues par la charte ne sont pas nécessairement recommandées.
- b) Lorsqu'une situation nouvelle ou non traitée par la charte se présente, à appliquer avec bon sens les principes d'intégrité, de rigueur, de justice et de professionnalisme qui inspirent la présente charte.

Fait en trois exemplaires.

Signature :

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/011611]

11 FEBRUARI 2021. — Organiek Reglement van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De WBE-Raad,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van Inrichtende Macht voor het Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2, §1, derde en vierde leden en artikelen 9 en 11, §2, eerste lid, en §3, 3°;

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, inzonderheid op artikelen 7 tot 8, 10 en 13;

Gelet op het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, inzonderheid op artikelen 30, 31, 32, 34bis;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op titel II;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studie, inzonderheid op artikelen 79, §2, 96, 117, 119, 131, 134, 135 en 138;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de Hogescholen, en inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de Pedagogische Raad, de Sociale Raad, de Categorieraden en de Departementsraden en van de werking van de Raad van bestuur en van het Bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde Hogescholen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende het patrimonium van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2014 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en voorstellen van de begrotingen en rekeningen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde Hogescholen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 augustus 2019 betreffende het handvest van de bestuurder van WBE en de toegekende vergoedingen;

Gelet op het reglement van de WBE-raad van 16 juli 2020 betreffende de organisatie van verkiezingen en de procedure voor de benoeming van de directeuren en de Directeur-President van de door WBE georganiseerde Hogescholen;

Gelet op de beslissing van de WBE-Raad van 17 september 2020 betreffende het Handvest betreffende de communicatie bij verkiezingsprocedures binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde Hogescholen;

Gelet op het overlegprotocol van 13 januari 2021 met de vakbonden;

Gelet op het advies van de Regeringscommissarissen van 4 februari 2021;

Overwegende dat de WBE-Raad ervoor moet zorgen dat elke bevoegdheid van inrichtende macht geleidelijk wordt doorgegeven binnen WBE aan het meest efficiënte niveau;

Overwegende dat de Raad van bestuur van de Hogescholen, namelijk als academische autoriteit, bevoegdheden uitoefent die onder de inrichtende macht vallen;

Gelet op de beraadslaging van de WBE-Raad van 11 februari 2021;

Beslist:

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. De mannelijke vorm wordt voor gemeenslachtige doeleinden gebruikt.

Artikel 2. Voor de toepassing van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

1° “institutioneel e-mailadres”: het e-mailadres dat door de Hogeschool aan elk personeelslid wordt verstrekt;

2° “cursus”: samenhangend geheel van een of meer studiecyclussen die samen een bepaalde basisopleiding vormen;

3° “decreet van 25 juli 1996”: decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

4° “decreet van 12 mei 2004”: decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

5° “decreet van 20 juni 2008”: decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur;

6° “decreet van 7 november 2013”: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studie;

7° “decreet van 21 februari 2019”: decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de Hogescholen;

8° “departement”: entiteit die bepaalde activiteiten in het hoger onderwijs binnen een hogeschool groepeerd per studiegebieden of transdisciplinaire gebieden;

9° “studiegebied”: tak van kennis die overeenkomt met een of meer cursussen;

10° “volle dag”: termijn die ingaat op de dag na de akte, de gebeurtenis, de beslissing of de kennisgeving die de termijn rechtvaardigt en de vervaldag wordt niet in de termijn meegerekend;

11° “reglement van de WBE-Raad van 16 juli 2020”: reglement van de WBE-Raad van 16 juli 2020 betreffende de organisatie van verkiezingen en de procedure voor de benoeming van de directeuren en de Directeur-President van de door WBE georganiseerde Hogescholen;

12° “sector”: geheel dat meerdere studiegebieden groepeerd.

Art. 2. De bepalingen van dit reglement zijn van toepassing op de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd.

HOOFDSTUK II — *De autoriteiten, beheersorganen, adviesorganen en specifieke functies van Hogeschool*

Art. 3. §1. De autoriteiten van de Hogeschool zijn:

1° De Inrichtende Macht;

2° De Raad van bestuur;

3° De Directeur-Voorzitter;

4° Het Bestuurscollege;

5° De Directeurs;

6° De Adjunct-Directeurs.

§2. De beheersorganen zijn:

1° De Raad van bestuur;

2° Het Bestuurscollege;

3° De Commissie voor het patrimonium.

§3. De adviesorganen zijn:

1° De Pedagogische Raad;

2° De Departementsraden;

3° De Sociale Raad.

§4. De organen van sociaal overleg zijn:

1° De basisoverlegcomités.

§5. De specifieke functie is:

1° De Bestuursdirecteurs.

§6. De specifieke opdrachthouders zijn:
De coördinatoren.

Afdeling 1. — De Raad van bestuur

Art. 4. §1. De Raad van bestuur:

1° stelt zijn huishoudelijk reglement vast en deelt het ter goedkeuring mee aan de inrichtende macht;

2° neemt alle maatregelen die:

- a. kunnen bijdragen tot de goede werking, het goede beheer en de ontwikkeling van de Hogeschool;
- b. de doelstellingen van de Hogeschool kunnen bereiken;

3° stelt het pedagogische, sociale en culturele project van de Hogeschool aan de inrichtende macht voor, na advies van de Pedagogische Raad en de Studentenraad;

4° stelt de samenstelling van het Bestuurscollege aan de inrichtende macht voor;

5° stelt de oprichting van de departementen en de organisatie in sectoren aan de inrichtende macht voor, na advies van de Pedagogische Raad en de betrokken departementsraden;

6° stelt het aantal leden van de Pedagogische Raad, de Sociale Raad en de Departementsraden aan de inrichtende macht voor, na advies van de betrokken instantie;

7° stelt de organisatie van het onderwijs in secties, richtingen, opties en onderwijsseenheden aan de inrichtende macht voor, na advies van de Departementsraden en de Pedagogische Raad;

8° stelt elk verzoek om machtigingen te openen, te creëren, op te schorten of in te trekken aan de inrichtende macht voor, na advies van de Departementsraden en de Pedagogische Raad;

9° keurt, na advies van de Pedagogische Raad, overeenkomsten tussen de Hogeschool en één of meer academische partner(s) goed;

10° stelt, na advies van de Pedagogische Raad, aan de inrichtende macht het studiereglement en eventuele latere wijzigingen, alsmede de studiekosten voor, op advies van de ad hoc-Commissie;

11° stelt aan de inrichtende macht de begrotingsvoorstellen voor, waaronder met name:

a. op voorstel van het Bestuurscollege, de verdeling van de totale jaarlijkse toelage toegekend aan de Hogeschool, de begroting;

b. op voorstel van de Sociale Raad, de sociale begroting;

c. op voorstel van de patrimoniumbeheerder, de begroting voor het patrimonium van de Hogeschool;

12° stelt aan de inrichtende macht het personeelskader van de Hogeschool en de verdeling van de arbeidsplaatsen over de departementen en diensten voor, op voorstel van het Bestuurscollege, na advies van de basisoverlegcomités;

13° bepaalt de onderwijsprofielen, op voorstel van het Bestuurscollege en na advies van de betrokken Departementsraden; als een profiel gemeenschappelijk is voor meerdere departementen, worden de betrokken Departementsraden geraadpleegd;

14° stelt, op voorstel van het Bestuurscollege en na advies van de Departementsraden en de Basisoverlegcomités, aan de inrichtende macht de vacatures, benoemingen, promoties en terbeschikkingstellingen van personeelsleden voor;

15° stelt aan de inrichtende macht de aanwervingen van personeelsleden voor, op voorstel van het Bestuurscollege en na advies van de Departementsraden;

16° bepaalt, op voorstel van het Bestuurscollege en na advies van de Departementsraden, de opdrachten van de onderwijzende personeelsleden van de Hogeschool;

17° bepaalt, op voorstel van het Bestuurscollege en na advies van de betrokken Departementsraden, het uurrooster voor de lessen en de evaluaties;

18° beslist de lijst van de uitgenodigde hoogleraren op voorstel van het Bestuurscollege, na advies van de Departementsraden;

19° wijst de coördinatoren en de werklust van hun opdracht jaarlijks aan, op voorstel van het Bestuurscollege;

20° wijst een vervanger aan om de Directeur-Voorzitter te vervangen bij langdurige afwezigheid, op voorstel van het Bestuurscollege en totdat de houder terugkeert;

21° bepaalt, binnen het door de inrichtende macht goedgekeurde kader, het aantal bestuursdirecteurs en adjunct-directeurs en hun specifieke opdrachten;

22° stelt aan de inrichtende macht de aanwijzing van de bestuursdirecteurs en de adjunct-directeurs voor, na advies van de basisoverlegcomités;

23° oefent alle andere bevoegdheden uit die worden verleend door een wet, een decreet, een besluit of andere regelgevende bepalingen die krachtens deze zijn vastgesteld.

§2. De Raad van bestuur kan bevoegdheden delegeren aan het Bestuurscollege in materies die hij bepaalt.

Hij kan spoedeisende beslissingen van het Bestuurscollege rapporteren of wijzigen, zonder afbreuk te doen aan de materiële uitvoering van dergelijke beslissingen.

Art. 5. Het secretariaat van de Raad van bestuur wordt beheerd door een administratief personeelslid met een functie van niveau 1 of 2+ dat verantwoordelijk is voor het administratief of juridisch beheer van de Hogeschool of, indien dit niet mogelijk is, door een personeelslid van niveau 1.

Het personeelslid belast met het secretariaat wordt aangewezen door de Directeur-Voorzitter.

De secretaris van de Raad van bestuur woont de vergaderingen bij met een adviserende stem.

De secretaris van de Raad van bestuur is namelijk belast met:

1° het archiveren van de processen-verbaal van de vergaderingen van de Raad van bestuur;

2° de authenticatie en communicatie van alle documenten, in overeenstemming met de beslissingen van de Raad van Bestuur.

Art. 6. De Raad van bestuur komt minstens acht keer per jaar bijeen.

Hij kan ook bijeenkomen op initiatief van de Directeur-Voorzitter of op schriftelijke of elektronische aanvraag van minstens een derde van zijn leden.

Behalve in noodgevallen, zoals vermeld in de oproeping, worden de leden ten minste acht volle dagen voor de vergadering schriftelijk of elektronisch opgeroepen. De inrichtende macht ontvangt een kopie van de oproeping.

De door de Directeur-Voorzitter ondertekende oproepingen vermelden de agenda van de vergadering en de plaats waar de documenten met betrekking tot de agendapunten na ontvangst kunnen worden geraadpleegd.

Een punt kan aan de agenda worden toegevoegd op schriftelijke of elektronische aanvraag van:

- 1° het Bestuurscollege;
- 2° een adviesorgaan;
- 3° ten minste een derde van de leden van de Raad van bestuur;
- 4° de inrichtende macht;
- 5° de Regeringscommissaris.

De discussies blijven beperkt tot de agendapunten, tenzij ten minste twee derde van de aanwezige leden instemt met een wijziging van de agenda.

Art. 7. §1. De Raad van Bestuur is samengesteld in overeenstemming met artikel 30 van het decreet van 21 februari 2019.

§2. De Raad van Bestuur wordt voorgezeten door de Directeur-Voorzitter; als deze afwezig of verhinderd is, door de vice-directeur-voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de Directeur met het langste dienstanciënniteit.

§3. Elk lid van de Raad van bestuur dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde, wordt vervangen. De vervanger maakt de ambtstermijn van zijn voorganger af.

Een gekozen vertegenwoordiger die overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde, wordt vervangen door de niet-gekozen kandidaat die bij de verkiezing het hoogste aantal stemmen heeft behaald.

Als er geen reserve van kandidaten meer is op de lijst van kandidaten die zich kandidaat hebben gesteld en niet verkozen zijn, houdt de Hogeschool een nieuwe verkiezing.

§4. Elk lid van de Raad van Bestuur verbindt zich ertoe het Handvest van de bestuurder na te leven, dat de verbintenissen uiteenzet die moeten worden nageleefd bij de uitoefening van zijn mandaat.

Hij ondertekent het bij zijn installatie. Zijn verkiezing heeft pas uitwerking op de datum van deze handtekening.

De WBE-Raad stelt het Handvest van de bestuurder vast. Het is als bijlage bij dit reglement gevoegd.

Art. 8. De Raad van bestuur kan alleen geldig beraadslagen als meer dan de helft van de leden met een stemrecht aanwezig is.

Volmachten zijn verboden.

Indien de Raad van Bestuur niet volledig kan vergaderen, kan hij, na nadere oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, voor de tweede maal beraadslagen over alle punten die op de agenda opnieuw zijn geplaatst.

Leden die een rechtstreeks persoonlijk belang hebben of van wie de familieleden tot en met de tweede graad een rechtstreeks persoonlijk belang hebben bij de aangelegenheden waarover wordt gestemd, nemen niet deel aan de beraadslaging.

Art. 9. §1. Elke beslissing van de Raad van Bestuur moet het resultaat zijn van een stemming en gemotiveerd worden.

Beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de uitgebrachte stemmen, waarbij onthoudingen worden genegeerd.

Indien deze meerderheid niet wordt bereikt na drie stemmingen, gespreid over ten minste twee vergaderingen, neemt de Directeur-Voorzitter de voorlopige maatregelen die nodig zijn voor de goede werking van de instelling en legt hij de kwestie voor aan de inrichtende macht, die de beslissing neemt.

Dezelfde procedure wordt toegepast als de wettigheid van de genomen beslissing door de Directeur-Voorzitter in twijfel wordt getrokken.

§2. De beslissingen van de Raad van bestuur worden, afhankelijk van het geval, binnen 15 kalenderdagen openbaar gemaakt of ter kennis gebracht van de betrokken personen.

Ze worden binnen deze termijn doorgestuurd naar de inrichtende macht.

In afwijking van het eerste lid kan de Raad van bestuur in uitzonderlijke omstandigheden met twee derde meerderheid van de leden die aan het beslissen hebben deelgenomen, beslissen hun beslissing tijdelijk geheim te houden.

§3. Binnen tien kalenderdagen na de bekendmaking of kennisgeving van een beslissing kan iedereen die zich hierdoor benadeeld voelt beroep aantekenen bij de inrichtende macht langs hiërarchische weg.

Onverminderd het eerste lid kan de inrichtende macht elke beslissing vernietigen die zij in strijd acht met de wetten, decreten, besluiten en regelgevende bepalingen of met het algemeen belang van de inrichtende macht of de instelling.

De inrichtende macht vernietigt een beslissing van de Raad van bestuur binnen 30 kalenderdagen na de datum waarop zij de omstreden beslissing heeft ontvangen of, in geval van een beroep als bedoeld in het eerste lid, binnen 30 kalenderdagen na de datum waarop zij het beroep heeft ontvangen.

Zodra deze termijn is verstreken, is de genomen beslissing definitief.

De beslissing van de inrichtende macht wordt gemotiveerd en via de Directeur-voorzitter meegedeeld aan de Raad van bestuur.

Afdeling 2. — De Directeur-Voorzitter

Art. 10. De Directeur-Voorzitter is het hoofd van de inrichting. Hij is verantwoordelijk voor het strategisch en operationeel management ervan.

Hij heeft onder andere de volgende bevoegdheden:

1° Hij zorgt voor de uitvoering van de doelstellingen van het strategisch plan en van het pedagogische, sociale en culturele project van de Hogeschool;

2° Hij bevordert een strategische en toekomstgerichte reflectie over de toekomst van de Hogeschool;

3° Hij zorgt voor de goede organisatie van de interne bestuurs-, advies- en sociale overlegorganen van de Hogeschool;

4° Hij zit de Raad van Bestuur, het Bestuurscollege, de Pedagogische Raad en de Sociale Raad voor, roept hun vergaderingen bijeen, bepaalt de agenda's, zorgt ervoor dat de punten op voorhand onderzocht worden;

5° Hij vertegenwoordigt de Hogeschool erbuiten;

6° Hij treedt op als tussenpersoon tussen de inrichtende macht en alle personeelsleden en studenten van de Hogeschool;

7° Hij is de hiërarchische meerdere van de Directeurs en de diensten die onder hem ressorteren en zorgt voor coördinatie en eenheid van beheer;

8° Hij schrijft de studenten in op de rol;

9° Hij ondertekent diploma's en getuigschriften;

10° Hij is de ordonnateur van de uitgaven van de Hogeschool;

11° Hij neemt, indien mogelijk na overleg met de leden van het Bestuurscollege, dringende maatregelen die niet kunnen wachten tot de volgende vergadering van het Bestuurscollege en brengt daarover verslag uit aan het college.

Afdeling 4. — Het Bestuurscollege

Art. 11. Het Bestuurscollege heeft onder andere de volgende bevoegdheden:

1° het stelt zijn huishoudelijk reglement vast en deelt het mee aan de inrichtende macht;

2° het ziet erop toe dat de beslissingen van de Raad van bestuur en de inrichtende macht worden uitgevoerd;

3° het is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer;

4° het vertegenwoordigt alle studiegebieden van de Hogeschool;

5° het neemt maatregelen om de veiligheid van personen en goederen te waarborgen;

6° het stelt aan de inrichtende macht voor om onder haar leden een Vice-Directeur-Voorzitter te benoemen;

7° het stelt aan de Raad van bestuur de begrotingsvoorstellen en de voorgestelde verdeling van de totale jaarlijkse toelage aan de Hogeschool voor;

8° het stelt aan de Raad van bestuur de volgende punten voor, na advies van de betrokken Departementsraad of -raden en, voor de punten die hen aanbelangen, van de basisoverlegcomités:

a. de vaststelling van het personeelskader van de Hogeschool en de verdeling van de posten over de departementen;

b. de verantwoordelijkheden van het personeel van de Hogeschool en het rooster voor de lessen en evaluaties;

c. het vaststellen van de onderwijsprofielen;

d. de aanwervingen, vacatures, benoemingen, promoties en terbeschikkingstellingen van het personeel;

e. het keuzen van de coördinatoren;

f. het keuzen van de uitgenodigde hoogleraren;

9° het legt disciplinaire sancties op aan studenten;

10° het legt aan de Raad van bestuur informatie voor over de weigering van inschrijving en het slagen van studenten;

11° het neemt alle dringende maatregelen die tot de bevoegdheid van de Raad van bestuur behoren en brengt daarover verslag uit aan de Raad op zijn eerstvolgende vergadering;

12° het kan spoedeisende beslissingen van de Directeur-Voorzitter rapporteren of wijzigen, zonder afbreuk te doen aan de materiële uitvoering van dergelijke beslissingen;

13° het oefent alle andere bevoegdheden uit die worden verleend door een wet, een decreet, een besluit of andere regelgevende bepalingen die krachtens deze zijn vastgesteld.

Art. 12. Het secretariaat van het Bestuurscollege wordt verzorgd door de secretaris van de Raad van bestuur.

Art. 13. Het Bestuurscollege is een collegiale instantie. Beslissingen worden genomen met een meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de Directeur-Voorzitter doorslaggevend.

De beslissingen van het Bestuurscollege worden, afhankelijk van het geval, binnen 15 kalenderdagen openbaar gemaakt of ter kennis gebracht van de betrokken personen.

In afwijking van het eerste lid kan het Bestuurscollege in uitzonderlijke omstandigheden met twee derde meerderheid van de leden die aan het beslissen hebben deelgenomen, beslissen hun beslissing tijdelijk geheim te houden.

Afdeling 5. — De directeurs

Art. 14. Een Directeur is, onder het gezag van de Directeur-Voorzitter, verantwoordelijk voor het beheer van het onderwijs en/of transversale opdrachten.

In het kader van zijn functieomschrijving en taakomschrijving heeft hij onder andere de volgende bevoegdheden:

1° Hij neemt deel aan de uitvoering van de doelstellingen en het pedagogische, sociale en culturele project;

- 2° Hij neemt deel aan de strategische en toekomstgerichte reflectie over de toekomst van de Hogeschool;
- 3° Hij zorgt voor de goede organisatie van de interne advies- en sociale overlegorganen van de Hogeschool, die onder zijn bevoegdheid vallen;
- 4° Hij zit de departementsraad of -raden voor, die onder zijn bevoegdheid valt of vallen, roept hun vergaderingen bijeen, bepaalt de agenda's, zorgt ervoor dat de punten op voorhand onderzocht worden;
- 5° Hij onderzoekt de dossiers die onder zijn bevoegdheid vallen;
- 6° Hij staat de Directeur-Voorzitter bij in de externe vertegenwoordiging van de Hogeschool;
- 7° Hij treedt op als tussenpersoon tussen de personeelsleden en de studenten van de Hogeschool die onder zijn bevoegdheid vallen en het Bestuurscollege;
- 8° Hij is de directe hiërarchische meerdere van het personeel dat onder zijn bevoegdheid valt;
- 9° Hij oefent de aan hem gedelegeerde bevoegdheden uit.

Afdeling 6. — De Bestuursdirecteurs

Art. 15. Een bestuursdirecteur voert specifieke opdrachten uit die hem worden toevertrouwd door de raad van bestuur na advies van de basisoverlegcomités.

Afdeling 7. — De Adjunct-Directeurs

Art. 16. Een adjunct-directeur kan verantwoordelijk zijn voor het pedagogisch en/of administratief beheer van een locatie, de pedagogische coördinatie van een of meer cursussen, of transversale pedagogische taken.

Hij werkt onder het hiërarchische gezag van een directeur of de directeur-voorzitter en de personeelsleden die met hem samenwerken, vallen in het kader van de uitvoering van zijn functie onder zijn functionele gezag.

Afdeling 8. — De coördinatoren

Art. 17. Een coördinator is verantwoordelijk voor de pedagogische coördinatie van een of meer cursussen, een studiegebied of een sector, of de coördinatie van een of meer diensten.

Hij werkt onder het gezag van de Directeur-Voorzitter, een directeur of een adjunct-directeur.

De coördinator wordt jaarlijks benoemd door de Raad van bestuur, op aanbeveling van het Bestuurscollege en na advies van de betrokken departementsraad (-raden), indien van toepassing.

Als een coördinator overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde, wordt hij vervangen. De vervanger maakt de ambtstermijn van zijn voorganger af.

Afdeling 9. — De Pedagogische Raad

Art. 18. De Pedagogische Raad heeft de volgende bevoegdheden:

- 1° hij stelt zijn huishoudelijk reglement vast en deelt het ter goedkeuring mee aan de Raad van bestuur;
- 2° hij legt aan de Raad van bestuur en het Bestuurscollege alle voorstellen voor die betrekking hebben op de studenten, de examens, het personeel en in het algemeen op de pedagogische organisatie van de Hogeschool;
- 3° hij wordt door de Raad van bestuur of het Bestuurscollege geraadpleegd telkens de behoeften van het onderwijs en de belangen van de Hogeschool dit vereisen, alsook over elke vraag betreffende het gebruik van de onderwijsmiddelen;
- 4° hij oefent alle andere bevoegdheden uit die worden verleend door een wet, een decreet, een besluit of andere regelgevende bepalingen die krachtens deze zijn vastgesteld.

Art. 19. §1. De Pedagogische Raad bestaat uit ten minste achttien leden met een stemrecht, waaronder:

- 1° de voorzitter van de Pedagogische Raad;
- 2° vertegenwoordigers van de overeenkomstig Hoofdstuk IV verkozen personeelsleden, ten hoogste een derde van de leden van de Pedagogische Raad, met een minimum van één lid per georganiseerde sector van de Hogeschool;
- 3° studentenvertegenwoordigers aangewezen door de studentenraad, ten belope van een derde van de leden van de Pedagogische Raad, met een minimum van één student per sector georganiseerd binnen de Hogeschool;
- 4° vertegenwoordigers aangewezen door de inrichtende macht. Deze laatste kan beslissen het aantal van haar vertegenwoordigers te verminderen ten voordele van de vertegenwoordigers van de verkozen personeelsleden bedoeld in 2°.

§2. De Pedagogische Raad wordt voorgezeten door de Directeur-Voorzitter; als deze afwezig of verhinderd is, door de vice-directeur-voorzitter of, bij diens afwezigheid, door een van de Directeurs.

Naast het lid dat de Pedagogische Raad voorziet, wonen de leden van het Bestuurscollege de vergaderingen van de Pedagogische Raad bij met adviserende stem.

§3. De ambtstermijn van de leden die het personeel vertegenwoordigen, is vijf jaar, die van de leden die de studenten vertegenwoordigen, is één jaar en de ambtstermijn van de leden die door de inrichtende macht worden aangewezen, wordt door deze bepaald. Deze mandaten zijn verlengbaar.

Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde, wordt vervangen. De vervanger maakt de ambtstermijn van zijn voorganger af.

Een gekozen vertegenwoordiger die overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde, wordt vervangen door de niet-gekozen kandidaat die bij de verkiezing het hoogste aantal stemmen heeft behaald. Als er geen reserve van kandidaten meer is op de lijst van kandidaten die zich kandidaat hebben gesteld en niet verkozen zijn:

- wanneer een lopende ambtstermijn afloopt vóór het laatste jaar van de ambtstermijn, houdt de Hogeschool een nieuwe verkiezing;
- wanneer de lopende ambtstermijn afloopt in het laatste jaar van de ambtstermijn, stelt het Bestuurscollege een vervanger voor aan de inrichtende macht.

Art. 20. Het secretariaat van de Pedagogische Raad wordt beheerd door een administratief personeelslid met een functie van niveau 1 of 2+ dat verantwoordelijk is voor het administratief of juridisch beheer van de Hogeschool of, indien dit niet mogelijk is, door een personeelslid van niveau 1.

Het personeelslid belast met het secretariaat wordt aangewezen door de Directeur-Voorzitter.

Art. 21. De Pedagogische Raad komt minstens twee keer per jaar bijeen. Hij kan ook bijeenkomen op initiatief van zijn voorzitter of op schriftelijke of elektronische aanvraag van minstens een derde van zijn leden.

Een punt kan aan de agenda worden toegevoegd op schriftelijke of elektronische aanvraag van minstens een derde van de leden van de Pedagogische Raad.

Behalve in noodgevallen, zoals vermeld in de oproeping, worden de leden ten minste acht volle dagen voor de vergadering schriftelijk of elektronisch opgeroepen. De door de voorzitter ondertekende oproepingen vermelden de agenda van de vergadering en de plaats waar de documenten met betrekking tot de agendapunten na ontvangst kunnen worden geraadpleegd.

De discussies blijven beperkt tot de agendapunten, tenzij ten minste twee derde van de aanwezige leden instemt met een wijziging van de agenda.

Art. 22. De Pedagogische Raad kan alleen geldig beraadslagen als meer dan de helft van de leden aanwezig is. Indien de Pedagogische Raad niet volledig kan vergaderen, kan hij, na nadere oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, beraadslagen over alle punten die op de agenda opnieuw zijn geplaatst.

Leden die een rechtstreeks persoonlijk belang hebben of van wie de familieleden tot en met de tweede graad een rechtstreeks persoonlijk belang hebben bij de aangelegenheden waarover wordt gestemd, nemen niet deel aan de beraadslaging.

Art. 23. Over alle adviezen of beslissingen van de Pedagogische Raad wordt gestemd.

Beslissingen en adviezen worden genomen bij absolute meerderheid van de uitgebrachte stemmen, waarbij onthoudingen worden genegeerd.

Als een dergelijke meerderheid niet kan worden bereikt na drie stemmingen over een beslissing, wordt de zaak doorverwezen naar de Raad van Bestuur.

Art. 24. De beslissingen en adviezen van de Pedagogische raad worden, afhankelijk van het geval, openbaar gemaakt of ter kennis gebracht van de betrokken personen in het geval van een beslissing of advies met individuele strekking.

Afdeling 10. — De Sociale Raad

Art. 25. De Sociale Raad:

1° stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt dit ter goedkeuring voor aan de Raad van Bestuur. In de bijlage bij dit reglement staan de criteria voor het toekennen van rechtstreekse steun aan studenten;

2° geeft de Raad van Bestuur, het Directiecollege of de Pedagogische Raad, op eigen initiatief of op verzoek, adviezen over alle vraag die verband houdt met materiële en sociale voorwaarden van de studenten en met het beheer van de sociale dienst;

3° wijst één of meer referenten aan om verzoeken om bijstand van studenten te behandelen;

4° stelt aan de Raad van Bestuur de sociale begroting voor;

5° heeft de bevoegdheid om sociale kredieten te gebruiken binnen de perken van de sociale begroting die door de Raad van Bestuur is goedgekeurd en in overeenstemming met de regels inzake de rijksboekhouding en de bepalingen met betrekking tot het gebruik van sociale subsidies;

6° deelt zijn jaarverslag en jaarrekening aan de Raad van Bestuur mee;

7° wijst de vertegenwoordigers van de Sociale Raad in de inrichtingoverschrijdende Sociale Raad (Raden) aan.

Art. 26. §1. De Sociale Raad bestaat uit minstens twaalf leden.

Een vierde van de leden vertegenwoordigt het personeel naar rata van ten minste één lid per georganiseerde sector. Zij worden gekozen overeenkomstig de artikelen 38 tot en met 49.

De helft van de leden vertegenwoordigt de studenten. Zij worden benoemd door de Studentenraad. Er wordt zoveel mogelijk voor gezorgd dat elke sector vertegenwoordigd is.

Een kwart van de leden, waaronder de Directeur-Voorzitter, wordt aangewezen door de inrichtende macht op voorstel van het Directiecollege.

Het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen en de leden die door de inrichtende machten worden aangewezen, is vijf jaar, en één jaar voor de leden die studenten vertegenwoordigen. Deze mandaten zijn hernieuwbaar.

Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarvoor hij is gekozen, wordt vervangen. De plaatsvervanger voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Een gekozen vertegenwoordiger die overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarvoor hij is gekozen, wordt vervangen door de niet-gekozen kandidaat die bij de verkiezing het grootste aantal stemmen heeft behaald. Als er geen reserve van kandidaten meer is op de lijst van kandidaten die zich kandidaat hebben gesteld en die niet zijn verkozen:

- als een lopend mandaat vóór het laatste jaar afloopt, organiseert de Hogeschool een nieuwe verkiezing;

- wanneer het huidige mandaat in het laatste jaar van het mandaat afloopt, stelt het Directiecollege een vervanger voor aan de inrichtende macht.

§ 2. De Sociale Raad wordt voorgezeten door de Directeur-Voorzitter of, in zijn afwezigheid, door het door hem aangewezen lid.

§ 3. De bij de Sociale Raad ter beschikking gestelde personeelsleden nemen met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van deze Raad, overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement van de Sociale Raad.

§ 4. Het secretariaat van de Sociale Raad wordt waargenomen door een lid van het bestuurspersoneel van niveau 1 of 2+ dat verantwoordelijk is voor het administratief of juridisch beheer van de Hogeschool, of, indien dit niet mogelijk is, door een personeelslid van niveau 1.

Het personeelslid dat het secretariaat waarneemt, wordt door de Directeur-Voorzitter aangewezen.

Art. 27. §1. De Sociale Raad komt minstens vier keer per jaar bijeen.

Hij kan ook bijeenkomen:

- 1° op initiatief van zijn voorzitter;
- 2° op schriftelijk of elektronisch verzoek van ten minste een derde van zijn leden;
- 3° op verzoek van de Raad van Bestuur;
- 4° op verzoek van de inrichtende macht;
- 5° op verzoek van de Regeringscommissaris;

Een punt wordt aan de agenda geplaatst op schriftelijk of elektronisch verzoek, op initiatief van de voorzitter, de Raad van Bestuur, het Directiecollege, van minstens een derde van de leden van de Sociale Raad, de inrichtende macht of de Regeringscommissaris.

Behalve in noodgeval zoals vermeld in de oproeping, worden de leden ten minste acht volle dagen vóór de vergadering schriftelijk of elektronisch opgeroepen. De door de voorzitter ondertekende oproepingen vermelden de agenda van de vergadering.

De beraadslagingen blijven beperkt tot de punten van de agenda, tenzij ten minste twee derde van de aanwezige leden instemt met een wijziging van de agenda.

Art. 28. De Sociale Raad kan alleen geldig beraadslagen als ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is. Indien de Sociale Raad niet voltallig kan vergaderen, kan hij, na een nieuwe oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, beraadslagen over alle punten die een tweede keer op de agenda staan.

Delen niet mee aan de beraadslaging de leden die een direct en persoonlijk belang hebben of van wie de bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad een direct en persoonlijk belang hebben bij de zaken waarover gestemd wordt.

Art. 29. Over elk advies of elke beslissing van de Sociale Raad wordt gestemd.

Beslissingen en adviezen worden genomen bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen, waarbij onthoudingen worden niet in aanmerking genomen.

Als een dergelijke meerderheid niet wordt bereikt na drie stemmingen, verspreid over ten minste twee vergaderingen, wordt de zaak doorverwezen naar de Raad van Bestuur.

Art. 30. De beslissingen en adviezen van de Sociale Raad worden, naargelang het geval, openbaar gemaakt of ter kennis gebracht van de betrokken personen in het geval van een beslissing of een advies met een individuele strekking.

De beslissingen en adviezen van de Sociale Raad kunnen geraadpleegd worden op het secretariaat van de Sociale Raad, behalve in het geval van een beslissing of een advies met een individuele strekking.

Afdeling 11. — De Departementsraden

Art. 31. Een Departementsraad heeft de volgende bevoegdheden:

- 1° hij stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Raad van bestuur.
- 2° hij brengt een advies uit, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Raad van bestuur, het Directiecollege, de Pedagogische Raad of de Sociale raad, over:
 - a. de uitwerking of de wijziging van studieprogramma's;
 - b. elk verzoek om een nieuwe cursus aan te maken, te openen, op te schorten of in te trekken;
 - c. het bepalen van de taken van personeelsleden en het rooster voor cursussen en examens;
 - d. de werving, de benoeming of de terbeschikkingstelling van personeelsleden;
 - e. de aanstelling van gastprofessoren;
- 3° hij brengt een advies uit aan het Directiecollege over tuchtsancties die aan studenten moeten worden opgelegd;
- 4° hij oefent alle andere bevoegdheden uit die hem bij wet, decreet, besluit of enige regelgevende bepaling ter uitvoering daarvan zijn toegekend.

Art. 32. §1. Elke Departementsraad telt minstens tien leden.

Twee leden, waaronder de voorzitter, worden gekozen door het Directiecollege.

Een vijfde van de leden vertegenwoordigt studenten. Ze worden gekozen door de Studentenraad.

De andere leden vertegenwoordigen het personeel. Zij worden gekozen overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk IV.

Het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen en de leden die door het Directiecollege worden gekozen is vijf jaar, en voor de leden die studenten vertegenwoordigen één jaar. Deze mandaten zijn hernieuwbaar.

Elk lid dat overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarvoor hij is gekozen, wordt vervangen. De plaatsvervanger voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Een gekozen vertegenwoordiger die overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarvoor hij is gekozen, wordt vervangen door de niet-gekozen kandidaat die bij de verkiezing het grootste aantal stemmen heeft behaald. Als er geen reserve van kandidaten meer is op de lijst van kandidaten die zich kandidaat hebben gesteld en die niet zijn verkozen:

- als een lopend mandaat vóór het laatste jaar afloopt, organiseert de Hogeschool een nieuwe verkiezing;
- wanneer het huidige mandaat in het laatste jaar van het mandaat afloopt, stelt het Directiecollege een vervanger voor aan de inrichtende macht.

§ 2. De Departementsraad wordt voorgezeten door een directeur of een adjunct-directeur die door het Directiecollege wordt gekozen.

§ 3. Het secretariaat van de Departementsraad wordt waargenomen door een personeelslid van het betrokken departement, dat door de Departementsraad wordt aangewezen. De duur van het mandaat wordt in het huishoudelijk reglement vastgesteld.

Art. 33. Elke Departementsraad komt minstens vier keer per jaar bijeen.

Hij kan ook bijeenkomen op initiatief van zijn voorzitter, op verzoek van de raad van bestuur, van het Directiecollege of op schriftelijk of elektronisch verzoek van ten minste een derde van zijn leden.

Een punt wordt op schriftelijk of elektronisch verzoek van ten minste een vijfde van de leden van de Departementsraad op de agenda geplaatst.

Behalve in noodgeval zoals vermeld in de oproeping, worden de leden ten minste acht volle dagen vóór de vergadering schriftelijk of elektronisch opgeroepen. De door de voorzitter ondertekende oproepingen vermelden de agenda van de vergadering.

Art. 34. De Departementsraad kan alleen geldig beraadslagen als ten minste de helft van de leden aanwezig is. Indien de Departementsraad niet in voltallig is, kan hij, na een nieuwe oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, een tweede maal beraadslagen over alle op de agenda geplaatste punten.

Delen niet mee aan de beraadslaging de leden die een direct en persoonlijk belang hebben of van wie de bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad een direct en persoonlijk belang hebben bij de zaken waarover gestemd wordt.

Art. 35. Over elk advies of elke beslissing van de Departementsraad wordt gestemd.

Beslissingen en adviezen worden genomen bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen, waarbij onthoudingen niet worden in aanmerking genomen.

Art. 36. De beslissingen en adviezen van de Departementsraad worden, naargelang het geval, openbaar gemaakt of ter kennis gebracht van de betrokken personen in het geval van een beslissing of een advies met een individuele strekking.

HOOFDSTUK III. — *De Regeringscommissaris*

Art. 37. De commissaris die door de Regering bij de Hogeschool is aangewezen, mag de vergaderingen van de Raad van Bestuur, het Directiecollege en de Sociale Raad bijwonen. Hij heeft een raadgevende stem.

HOOFDSTUK IV. — *Verkiezingsprocedure*

Afdeling 1. — Bepalingen voorafgaand aan de verkiezingsverrichtingen

Onderafdeling 1. — Datum van verkiezingen

Art. 38. De Raad van Bestuur stelt de datum van de te houden verkiezingen vast, rekening houdend met de hieronder vermelde termijnen.

Onderafdeling 2. — De verkiezingscommissie

Art. 39. Voor elke verkiezing wordt een verkiezingscommissie opgericht.

Bij gelijktijdige verkiezing met de verkiezing van één of meer leden van het Directiecollege wordt één verkiezingscommissie opgericht. Ze voert de opdrachten uit die in dit reglement en in het reglement van 16 augustus 2020 zijn voorzien.

De verkiezingscommissie:

1° leidt alle verkiezingsverrichtingen en ziet erop toe dat deze correct en regelmatig verlopen;

2° in voorkomend geval, beslist over beroepen;

3° stelt onder andere het tijdschema van de verkiezingen vast in overeenstemming met de wettelijke bepalingen en dit reglement;

4° neemt alle nodige maatregelen om de goede organisatie van de verkiezingen te verzekeren, zodat de sereniteit van de campagne, de vrijheid van de kiezers en het stemgeheim worden gewaarborgd;

5° stelt, na afloop van de stemming, een gedetailleerd verslag op over het verloop van de verkiezingen en legt dit voor aan de WBE-Raad;

6° bezorgt de archieven met betrekking tot de verkiezingen aan de secretaris van de Raad van Bestuur van de Hogeschool, die ze minstens 5 jaar bewaart alvorens ze aan het Rijksarchief door te sturen.

Art. 40. §1. De WBE-Raad stelt de volgende leden aan:

1° de leden van de verkiezingscommissie. Zijn leden worden in de eerste plaats gekozen uit de personeelsleden van de Hogeschool. De ledenlijst bevat ook plaatsvervangers;

2° een voorzitter onder de leden van de verkiezingscommissie;

3° de personen belast met het secretariaat van de verkiezingscommissie.

Personen die aangesteld worden door de WBE-Raad mogen geen kandidaat, echtgeno(o)t(e), ouders, kinderen of familieleden zijn tot en met de vierde graad van verwantschap van een kandidaat. Zij mogen ook geen lid zijn van de Raad van Bestuur of het Directiecollege of een functie bekleden van Adjunct-directeur of Directeur van de Administratie.

§2. De Basisoverlegcomités wijzen een waarnemer aan die voor de vergaderingen van de verkiezingscommissie wordt uitgenodigd.

§3. De personen die verantwoordelijk zijn met het bijstaan van de commissie en de waarnemer van de basisoverlegcomités mogen niet deelnemen aan de beslissingen.

Art. 41. Onverminderd artikel 41, §1, 3°, stellen de Directeur-Voorzitter en het Directiecollege de nodige middelen ter beschikking van de verkiezingscommissie.

Art. 42. Als de WBE-Raad er geen heeft vastgesteld, stelt de Verkiezingscommissie haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 43. De toezending van de archieven en van het verslag bedoeld in artikel 40 heeft de ontbinding van de verkiezingscommissie tot gevolg.

Onderafdeling 3. — Het Handvest met betrekking tot communicatieregels

Art. 44. Zowel de personeelsleden als de studenten zijn ertoe gehouden het handvest met betrekking tot de communicatieregels dat bepaald wordt door de WBE-Raad, na te leven.

Dit omvat inzonderheid de volgende principes:

- Van personeelsleden wordt verwacht dat ze respect en hoffelijkheid tonen;
- Uitwisselingen tussen kandidaten en communicatie met personeelsleden moeten in het bijzonder geen kwetsende, lasterlijke, smadelijke of leugenachtige opmerkingen bevatten;
- Kandidaten houden zich aan de richtlijnen van de verkiezingscommissie.

Het Handvest geeft ook aan welke communicatiemiddelen en -hulpmiddelen gebruikt kunnen worden voor campagnes. Het gebruik van openbare media (sociale netwerken, kranten, tv, radio, enz.) is alleen toegestaan binnen het kader dat in het handvest is vastgelegd.

Art. 45. De niet-naleving van het Handvest of een deel daarvan wordt door de verkiezingscommissie vastgesteld. Zij kan elke maatregel nemen om de niet-naleving te corrigeren en het goede verloop van de campagne te herstellen.

Elke vaststelling is gebaseerd op een of meer bewezen feiten en wordt onmiddellijk verzonden:

- aan de Administrateur-generaal van WBE, die alle nodige maatregelen kan nemen, met uitzondering van tuchtmaatregelen, inclusief het intrekken van de kandidatuur van de betrokken persoon of personen;
- aan de tuchtoverheid voor mogelijk verder gevolg.

Onderafdeling 4. — Lijsten van kiezers

Art. 46. De verkiezingscommissie stelt de kiezerslijst op aan de hand van de informatie die de personeelsdienst van de Hogeschool voor elke Raad doorgeeft, eventueel per afdeling en onderwijssector.

De lijst wordt uiterlijk 2 kalendermaanden voor de verkiezingen gesloten.

In afwijking van het vorige lid wordt, in het geval bedoeld in de artikelen 8, § 2, 20, § 3, 27, § 1 en 32, § 1, de kiezerslijst opgesteld binnen de kalendermaand die volgt op het einde van het mandaat. Als meerdere mandaten binnen een relatief korte periode aflopen, kan de verkiezingscommissie gebruikmaken van het laatste lid van artikel 70.

Art. 47. Deze kieslijsten worden uiterlijk drie volle dagen na het afsluiten van de lijsten openbaar gemaakt, met name door middel van aanplakking en op het intranet van de Hogeschool. Ze kunnen ook worden geraadpleegd op elke site van de Hogeschool, op de door de verkiezingscommissie aangegeven locatie.

Art. 48. §1. Zijn kiezers voor de Raad van Bestuur als vertegenwoordigers van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die vastbenoemd zijn of die aangesteld zijn in tijdelijk verband of die aangeworven zijn voor onbepaalde duur door de hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden in de Hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

§ 2. Zijn kiezers voor de Raad van bestuur als vertegenwoordigers van het administratief personeel, de leden van het administratief personeel die vastbenoemd zijn, die in tijdelijk verband aangesteld zijn of die aangeworven zijn voor onbepaalde duur door de Hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit in de Hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

§ 3. Zijn kiezers voor de Pedagogische Raad als vertegenwoordigers van het personeel, de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn of die in tijdelijk verband aangesteld zijn in de Hogeschool of die aangeworven zijn onder een overeenkomst voor onbepaalde duur in de Hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen deze hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

§ 4. Zijn kiezers voor de Sociale Raad als vertegenwoordigers van het personeel, de personeelsleden van de Hogeschool, die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden in de Hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

§ 5. Zijn kiezers voor de Departementsraad als vertegenwoordigers van het personeel, de personeelsleden van de Hogeschool die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden in het betrokken departement op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

Art. 49. Elk personeelslid van de Hogeschool, evenals de Administrateur-generaal van WBE of zijn/haar afgevaardigde, kan binnen drie volle dagen na deze publicatie een beroep over de kieslijsten indienen bij de verkiezingscommissie.

Alle beroepen moeten worden ingediend bij de verkiezingscommissie en moeten gemotiveerd zijn.

De Commissie neemt haar beslissing binnen zes volle dagen na de publicatie van de lijsten.

De beslissing van de Commissie wordt aan de aanklager(s) en de betrokken kiezer(s) meegedeeld. Eventuele correcties worden bekendgemaakt volgens dezelfde nadere regels als die gebruikt worden om de kieslijsten te publiceren.

Onderafdeling 5. — Kandidaten

Art. 50. §1. Zijn kiezers voor de Raad van bestuur als

1° vertegenwoordigers van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die vastbenoemd zijn of die aangesteld zijn in tijdelijk verband en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden in de Hogeschool op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

2° vertegenwoordigers van het administratief personeel die vastbenoemd zijn, de leden van het administratief personeel die vastbenoemd zijn, die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden in de Hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

§ 2. Zijn kiezers voor de Pedagogische Raad als vertegenwoordigers van het personeel, de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, die aangesteld zijn in tijdelijk verband voor onbepaalde duur in de Hogeschool of die aangeworven zijn voor onbepaalde duur door de Hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden van de Hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

§ 3. Zijn kiezers voor de Sociale Raad als vertegenwoordigers van het personeel:

1° de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, die tijdelijk voor onbepaalde duur aangesteld zijn in de Hogeschool of die aangeworven worden voor onbepaalde duur door de Hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen deze hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

2° de leden van het administratief personeel die vastbenoemd zijn of die aangesteld zijn in tijdelijk verband voor onbepaalde duur in de hogeschool of die aangeworven zijn met een overeenkomst voor onbepaalde duur door de hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen deze hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

3° de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die vastbenoemd zijn of aangesteld zijn in tijdelijk verband in de Hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen de hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

§ 4. Zijn kiezers voor de Departementsraad als vertegenwoordigers van het personeel:

1° de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, aangesteld zijn in tijdelijk verband voor onbepaalde duur in de hogeschool of die aangeworven zijn voor onbepaalde duur door de Hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen het betrokken departement van de Hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

2° de leden van het administratief personeel die vastbenoemd zijn, die aangesteld zijn in tijdelijk verband voor onbepaalde duur in de hogeschool of die aangeworven zijn met een overeenkomst voor onbepaalde duur door de hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen het betrokken departement van de hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

3° de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die vastbenoemd zijn of die aangesteld zijn in tijdelijk verband in de hogeschool en die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden binnen het betrokken departement van de hogeschool op de datum van afsluiting van kieslijsten.

Afdeling 2. — Kiesverrichtingen

Onderafdeling 1. — Oproep tot kandidaten

Art. 51. § 1. De oproep tot kandidaten moet het volgende bevatten:

- 1° De instantie of de instanties betrokken bij de verkiezing;
- 2° Het aantal te vervullen betrekkingen en de categorie van personeelsleden die zich kandidaat kunnen stellen;
- 3° De informatie die in de kandidaturen moet worden opgenomen en de plaats waar de modellen van kandidaturen beschikbaar zijn, indien van toepassing;
- 4° De termijn en het middel voor het indienen van een kandidatuur;
- 5° De link naar het handvest van de communicatieregels tijdens de verkiezingsperiode;
- 6° Voor de verkiezingen van de Raad van Bestuur, de link naar het Handvest van de Bestuurders;
- 7° De contactgegevens van de verkiezingscommissie.

Art. 52. § 1. De verkiezingscommissie lanceert de oproep tot kandidaten 10 volle dagen na de publicatie van de kiezerslijst.

§2. De oproep tot kandidaturen wordt door middel van aanplakking en op intranet gepubliceerd.

De oproep is ook beschikbaar en kan op papier geraadpleegd worden op elke site van de Hogeschool, op de door de verkiezingscommissie aangegeven locatie.

§3. De Administrateur-generaal van WBE krijgt een kopie ervan.

Art. 53. Bij gebrek aan een elektronisch formulier worden de kandidaturen uiterlijk vijftien volle dagen na de bekendmaking van de oproep tot kandidaten per e-mail en per aangetekende post naar de verkiezingscommissie gestuurd.

De kandidatuur kan ook tegen ontvangstbewijs worden ingediend bij de persoon of personen die door de verkiezingscommissie zijn aangewezen. In dit geval bevat de kandidatuur ook een elektronische versie van het dossier van kandidatuur.

Art. 54. De kandidaturen worden uiterlijk op de tweede dag na het verstrijken van de uiterste datum voor indiening aangeplakt.

Art. 55. De verkiezingscommissie controleert de verkiesbaarheidsvoorwaarden van de verschillende kandidaten.

Gevalideerde kandidaturen worden door de verkiezingscommissie gepubliceerd, met name op het intranet van de Hogeschool.

Ze zijn ook beschikbaar en kunnen op papier geraadpleegd worden op elke site van de Hogeschool, op de locatie die door de verkiezingscommissie is aangegeven.

Art. 56. Elk personeelslid van de Hogeschool evenals de Administrateur-generaal van WBE of zijn afgevaardigde kan binnen drie volle dagen na deze bekendmaking beroep aantekenen tegen de bekendmaking van de kandidaturen bij de verkiezingscommissie.

Alle beroepen moeten worden ingediend bij de verkiezingscommissie en moeten gemotiveerd zijn.

De Commissie neemt haar beslissing binnen zes volle dagen na publicatie van de kandidaturen.

De beslissing van de Commissie wordt in het bijzonder meegedeeld aan de aanklager(s) en de betrokken kandidaat/kandidaten en wordt op dezelfde manier openbaar gemaakt als bij de bekendmaking van kandidaturen.

Onderafdeling 2. — Het stembiljet

Art. 57. Kandidaten worden in alfabetische volgorde voorgesteld op basis van de achternaam gevolgd door de voornaam.

Onderafdeling 3. — Bijeenroeping van kiezers

Art. 58. De kiezers worden ten minste via hun institutionele e-mailadres, door middel van aanplakking en via het intranet van de Hogeschool opgeroepen.

De oproeping vermeldt naar welk stembureau de kiezer moet gaan of de nadere regels voor het inleveren van het stembiljet in het geval van stemmen op afstand.

Onderafdeling 4. — Stemprocedures

Art. 59. De stemming is alleen geldig als de meerderheid van de kiezers aan de stemming heeft deelgenomen.

Als het quorum niet wordt bereikt, wordt de verkiezing geannuleerd en wordt er een tweede verkiezing gehouden waarvoor geen quorum vereist is. De Raad van Bestuur kan beslissen om kandidaturen te heropenen.

In het geval van een verkiezing op afstand zal de verkiezingscommissie een stemprocedure vaststellen die gebaseerd is op de verkiezing op afstand van vertegenwoordigers van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Art. 60. Elke kiezer beschikt over één stem. Stemmen bij volmacht is verboden. Er wordt op een kandidaat gestemd.

Art. 61. De stemming is geheim.

Art. 62. Bij een stemming face-to-face moet de kiezer, voordat hij/zij gaat stemmen, een officieel identiteitsbewijs aan de voorzitter van het stembureau tonen.

Onderafdeling 5 — Telling en publicatie van resultaten

Art. 63. De stemmen worden geteld volgens de door de verkiezingscommissie vastgestelde regels.

Deze voorzien met name in de publicatie van het verslag over de telling van de stemmen.

Art. 64. Na te hebben vastgesteld dat de stemming en de telling correct zijn verlopen, maakt de verkiezingscommissie uiterlijk op de dag na de verkiezingsdag de uitslag van de verkiezing bekend of verklaart, indien van toepassing, dat de verkiezing nietig is verklaard nadat eventuele beroepen zijn behandeld.

In beide gevallen maakt zij het volgende bekend:

- het aantal kiezers dat aan de stemming heeft deelgenomen ;
- het aantal geldige stembiljetten ;
- het aantal blanco of ongeldige stembiljetten ;
- het aantal stemmen dat elke kandidaat heeft gekregen.

De resultaten worden gepubliceerd door middel van aanplakking, op het intranet van de Hogeschool. Ze kan ook per e-mail naar alle personeelsleden worden gestuurd.

De Administrateur-generaal van WBE ontvangt een kopie van de resultaten uiterlijk de dag nadat ze gepubliceerd zijn. Hij zal de leden van de WBE-Raad informeren.

Art. 65. Elk personeelslid van de Hogeschool en elke kandidaat, evenals de Administrateur-generaal van WBE of zijn afgevaardigde, kunnen binnen drie volle dagen na deze bekendmaking beroep aantekenen bij de Verkiezingscommissie tegen het verloop en/of de uitslag van de stemming.

Alle beroepen moeten worden ingediend bij de verkiezingscommissie en moeten gemotiveerd zijn.

De Commissie neemt haar beslissing binnen zes volle dagen na de bekendmaking van de resultaten.

De beslissing van de Commissie wordt in het bijzonder aan de aanklagers meegedeeld. Eventuele correcties worden op dezelfde manier gepubliceerd als de resultaten.

Art. 66. Als er geen beroep is ingesteld, wordt de definitieve uitslag uiterlijk op de dag na het verstrijken van de beroepstermijn door de voorzitter van de verkiezingscommissie aan de Administrateur-generaal van WBE of zijn afgevaardigde gezonden.

Als er een of meer beroepen zijn ingesteld, worden de definitieve resultaten door de voorzitter van de verkiezingscommissie aan de Administrateur-generaal van WBE, of zijn afgevaardigde, gestuurd op de dag nadat de verkiezingscommissie een beslissing over de beroepen heeft genomen.

De verkiezingscommissie deelt het in artikel 40, 5°, bedoelde verslag binnen drie volle dagen na de mededeling van de resultaten mee aan de administrateur-generaal.

Art. 67. Wanneer een verkiezing nietig is verklaard, wordt binnen een maand na de dag waarop de nietigverklaring is uitgesproken, een nieuwe stemming gehouden.

Onderafdeling 6. — De indiensttreding

Art. 68. De verschillende gekozen vertegenwoordigers treden in dienst op de eerste dag van het academisch jaar na de verkiezingen.

In afwijking van het vorige lid treden bij verkiezingen bedoeld in de artikelen 8, § 2, derde lid, 20, § 3, 27, § 1 en 32, § 1, de verschillende verkozen vertegenwoordigers in dienst op de dag na afloop van de beroepstermijn indien geen beroep is ingesteld, of op de dag na de beslissingen van de verkiezingscommissie met betrekking tot het beroep.

Afdeling 3 — Diverse bepalingen

Art. 69. De in dit reglement vastgelegde termijnen worden opgeschort tijdens de jaarlijkse vakantieperiode van de leden van het onderwijzend personeel.

Als een termijn verstrijkt op een zaterdag, zondag of wettelijke of reglementaire feestdag, wordt deze verlengd tot de volgende dag.

De verkiezingscommissie kan, in uitzonderlijke gevallen die aan de Administrateur-generaal van WBE worden gemotiveerd, de in dit reglement vastgelegde data en termijnen wijzigen.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 70. In afwachting van de aanneming van het Handvest bedoeld in artikel 45, is het Handvest dat door de WBE-Raad van 17 september 2020 goedgekeurd wordt, van toepassing, mutatis mutandis, voor de toepassing van dit reglement.

Art. 71. Voor de aanwijzing van het secretariaat van de instanties wordt de meester-assistent belast met het administratief en juridisch beheer gelijkgesteld met een lid van het administratief personeel van niveau 1.

Art. 72. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad, de categorieraden en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 73. Dit reglement treedt in werking op 1 september 2021, met uitzondering van de bepalingen die nodig zijn voor de hernieuwing van de instanties die op 11 februari 2021 in werking treden.

Brussel, 11 februari 2021.

J. NICAISE,
Administrateur-generaal

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2025/000057]

**Décision de délégation de compétence et de signature du Ministère
de la Fédération Wallonie-Bruxelles. — Numéro unique d'identification : AD-AGAJ-1325**

I. Cadre de la décision

Mentionnez la ou les disposition(s) en vertu de laquelle/desquelles la délégation est donnée.

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française (*Précisez les articles justifiant la décision*) :

- Articles 2 à 9 inclus
- Article 11

Autre(s) texte(s) juridique(s) (*Précisez les articles justifiant la décision*) :

- Article 2, 11° du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Acte de délégation préalable (*Si la délégation est donnée en vertu d'un acte de délégation préalable, indiquer les références de celui-ci ainsi que les dispositions qui autorisent une délégation en cascade*) :

II. Identification

A. L'autorité délégataire qui décide d'accorder délégation

- Entité : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre pour Mineurs dessaisis – Service général des Institutions publiques de Protection de la Jeunesse et des Equipes mobiles d'Accompagnement – Institution publique de Protection de la Jeunesse de Saint-Hubert

- Rang et/ou fonction : 10 – Directrice a.i.
- Nom et prénom : PITREBOIS Carine

B. Le subdélégataire qui reçoit délégation

- Entité : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre pour Mineurs dessaisis – Service général des Institutions publiques de Protection de la Jeunesse et des Equipes mobiles d'Accompagnement – Institution publique de Protection de la Jeunesse de Saint-Hubert

- Rang et/ou fonction : 10 – Attaché de direction
- Nom et prénom : CLAES Grégory

III. Compétence(s) déléguée(s)

Décrivez-la ou (les) compétence(s) déléguée(s) dans le cadre de la ou des base(s) légale(s) précitée(s) et précisez les articles visés.

Afin de ne pas laisser de place à l'interprétation, privilégiez le copier-coller de la disposition de l'arrêté que vous souhaitez subdéléguer. Distinguez aussi chaque compétence selon qu'elle a des effets internes (tableau 1) ou externes (tableau 2), c'est-à-dire qu'elle affecte les tiers à l'administration.

TABLEAU 1 : compétences à effets internes

Article de l'AGCF du 03/09/2020 ou d'un autre texte	Description de la compétence à effet INTERNE
/	/